

éco 121

LE MENSUEL DES DÉCIDEURS DES HAUTS-DE-FRANCE

JUILLET - AOÛT 2023

#132

www.eco121.fr

D 28899 -132- F: 7,50 €



3 782889 907508

CANAL SEINE NORD
DES CONTENEURS
POUR LOGER
DES OUVRIERS p.36

AÉRONAUTIQUE

APRÈS LA MENACE DU CRASH, UN REDECOLLAGE SOUS TENSION

p.14

→ LE RÉPU, UNE MÉTAMORPHOSE BISTRONOMIQUE TRÈS CONVAINCANTE p.48 → ET SI LE COLIS DE DEMAIN S'APPELAIT MOBIUSPACK ? p.38



**Avec les ruches
d'entreprises de la MEL,
la réussite vous sourit !**

→ Depuis 5 ans, les ruches ont facilité
le développement de 200 entreprises
et la création de 800 emplois

OLIVIER DUCUING

Directeur de la rédaction

La pétrole jusqu'à quand ?



Photo ©GregLeduc

Les boursicoteurs connaissent l'expression « sell in may and go away ». Vendez en mai et allez-vous en. Sous-entendu, les incertitudes deviennent trop grandes à la saison des dividendes et des résultats pour prendre des risques. C'est bien cette même incertitude sur notre vie économique qui apparaît comme le maître mot aujourd'hui. Nous nous apprêtons à prendre nos quartiers d'été sans trop savoir ce qui nous attend à la rentrée. Car les prévisionnistes se sont déjà lourdement trompés ces derniers temps. Après la fin du Covid et les excès des plans de relance, beaucoup avaient parié sur une récession forte qu'on n'a pas encore vue. Les banques centrales avaient écarté le risque inflationniste, on sait ce qu'il en est finalement aujourd'hui. Les taux

d'intérêt ont fini par monter, mais pas assez jusque là pour casser la machine économique. Même Standard & Poors n'a pas osé dégrader le pays. Nous voici en stabilité totale, mais pas dans le plongeon que d'aucuns pouvaient prédire.

La dernière note de conjoncture régionale de la Banque de France donnait d'ailleurs le même sentiment d'une très légère dégradation en moyenne globale, même si certains secteurs sont plus contrastés. Ainsi l'aéronautique (encore modeste mais très dynamique chez nous, comme le montre notre enquête) affiche même des perspectives spectaculaires.

Pour autant, il n'est pas sûr que ce temps que les voileux appellent « pétrole » (zéro vent) dure bien longtemps. Les réformes structurelles de l'Etat ne sont encore que très partielles et les déséquilibres sont nombreux. Le secteur immobilier, plus encore en France qu'ailleurs, connaît un véritable choc historique qui ne peut qu'avoir des conséquences plus larges : quand on acquiert un bien, on l'équipe, on l'aménage, bref on investit. Et cela produit des recettes fiscales, qui alimentent un cercle vertueux. Alors bon été à vous, rechargeons tous nos batteries, comme la région le fait avec ses quatre méga-usines, et espérons que la rentrée ne sera pas celle de tous les dangers.

Bonne lecture !

Sommaire

TENDANCES 6-13

- Top : Groupe CB et Ecocem s'associent pour décarboner le ciment
- CocoVéto : L'IA pour lutter contre la désertification vétérinaire
- Conjoncture : En 2022, l'économie régionale a joué la carte de la résilience

GRAND ANGLE 14-20

- Enquête - Aéronautique : Après la menace du crash, un redécollage sous tension

TERRITOIRES 22-36

- L'IRD signe un cru 2022 record
- Roquette se dote d'un centre de recherche applicative ultra-moderne
- Canal Seine-Nord : Des containers maritimes pour loger les ouvriers

ENTREPRENDRE 37-44

- Créateur : Vebo en selle vers l'électrification à moindre coût
- Innovation : Et si le colis de demain s'appelait MobiusPack ?
- Administrateurs indépendants : un regard stratégique pour pérenniser son entreprise

DÉTENTE 46-48

- Yves Saint Laurent à Calais
- Gastronomie : Le RéPU, une métamorphose bistronomique très convaincante

À PROPOS D'ECO121

Notre magazine est édité par la société Ecopresse. Celle-ci est détenue par trois collèges d'actionnaires représentatifs de l'économie des Hauts-de-France. Le principal pool, de 56%, est constitué de 35 chefs d'entreprises. Le deuxième collège, financier, rassemble Finorpa, Nord Création et la Caisse d'Épargne Hauts de France qui contrôlent 33% des parts. Le dernier bloc est détenu par la Voix du Nord (11%) au titre du collège professionnel. L'indépendance éditoriale du journal est garantie par une charte signée par la totalité des actionnaires. Multicanal, Eco121 est également présent sur le web (www.eco121.fr) où il diffuse un flux régulier d'actus, sur LinkedIn et sur twitter (@eco121).

éco

est édité par Ecopresse, SAS au capital de 162 K€
Siret 528 819 485 00038
Siège social : Ecopresse - Parc Riveo 300 rue de Lille - 59520 Marquette-lez-Lille
Tél. : 03 55 33 21 05
redaction@eco121.fr
www.eco121.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Olivier Verley
DIRECTEUR DE LA RÉDACTION
Olivier Ducuing

JOURNALISTES
Julie Kiavué
Guillaume Roussange
ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO
Didier Nicolas
Yann Suty
DIRECTEUR ARTISTIQUE
Grégory Leduc

PUBLICITÉ
Rossel Conseil Médias
Tél. : 03 20 78 42 34
contact@rosselconseilmedias.fr

SECRETARIAT GÉNÉRAL
Krisztina Bonieux
Tél. : 03 55 33 21 05

IMPRIMEUR
Imprimerie Jean-Bernard
Groupe Techniphoto
ZAC de Ravennes les Francs
Rue d'Amsterdam
59910 Bondueus

ISSN : 2109-3792

DÉPÔT LÉGAL : à parution



SOPHIE LEBREUILLY À L'ASSAUT DE PARIS

Le réseau de boulangeries Sophie Lebreuilly se développe à vive allure. Le petit groupe familial vient de doubler son parc en 12 mois pour atteindre 49 boulangeries. C'est précisément l'objectif qu'il s'était fixé lors de l'entrée majoritaire à son capital de French Food Capital. La marque compte s'implanter à Paris très prochainement.

110

C'est le nombre de start up que l'IMT Nord Europe (ex Lille Telecom + Mines de Douai) a contribué à faire émerger en 25 ans. L'école s'implante aujourd'hui à Saint-Omer où elle portera l'incubateur-excubateur (sic) de la Station. Objectif : 30 projets en trois ans.



OFFICE UNIQUE

Les agglomérations de Lens Liévin et de Hénin-Carvin vont (enfin) se doter d'un office de tourisme mutualisé. Objectif : faire émerger leur territoire hérité de la période minière comme une vraie destination touristique régionale forte. Concrètement, la CAHC va intégrer la gouvernance de l'OT créé par la CALL en 2015.

Votre Top 5

LES ACTUS LES PLUS LUS SUR NOTRE SITE ECO121.FR

- 1 ACC ouvre le bal des méga-usines de batteries
- 2 Aéroport de Lille : nouveau pilote, même destination
- 3 Bain de jouvence complet pour le centre d'innovation alimentaire de Roquette
- 4 La région s'offre ses deux premiers vins blancs sous la marque « Les 130 »
- 5 Kits sanguins : Macopharma injecte 5,2 M€ pour doper sa production



LE QUÉBEC ATTIRÉ PAR NOTRE VALLÉE DE LA BATTERIE

Va-t-on voir des entreprises canadiennes affluer vers les Hauts-de-France ? Une délégation de "la belle province" était en tout cas en région ces dernières semaines pour évaluer l'intérêt de la nouvelle vallée de la batterie pour les entreprises canadiennes. Le Canada est particulièrement riche en matières premières. A suivre.

Plongeon des "frais de notaire"

La crise de l'immobilier commence à engendrer des conséquences visibles. Le Département du Nord anticipe cette année une chute *a minima* de 100 M€ de ses recettes de droits de mutation à titre onéreux (DMTO), souvent appelés à tort "frais de notaire"

IRD

8^{ÈME} CÉRÉMONIE DES PÉPITES

MARDI 5 SEPTEMBRE 2023

À PARTIR DE 19H

À LA CITÉ DES ÉCHANGES



LE
TOP

GROUPE CB ET ECOCEM S'ASSOCIENT POUR DÉCARBONER LE CIMENT

C'est une alliance entre deux groupes familiaux qui devrait peser lourd demain dans l'univers du bâtiment. Le carrier Groupe CB (Boulonnais) et Ecocem annoncent la création d'une co-entreprise, destinée à permettre le déploiement à grande échelle de la technologie bas carbone ACT d'Ecocem et d'offrir des solutions bas carbone aux clients du groupe CB. Cette filiale commune va investir 60 M€ dans la construction d'un broyeur de fillers calcaire de haute qualité utilisés dans le ciment. L'unité, implantée dans l'usine Ecocem de Dunkerque, aura une capacité de production annuelle de 650 000 tonnes à horizon 2030. La technologie ACT doit permettre à l'industrie cimentière de réduire ses émissions de CO₂ jusqu'à 70%, explique le fondateur d'Ecocem Donal O'Riain.



«NOUS SOMMES
AUJOURD'HUI BEAUCOUP
PLUS UNE ENTREPRISE
START UP QUE DE
GESTION DE FLUX
FINANCIERS COMME
AUPARAVANT»

Joël Dockwiler,
directeur général de la SMENO,
à l'occasion des 50 ans de la mutuelle
étudiante.

LE
FLOP

NINTENDO : 1 BIGBEN : 0



Mauvaise nouvelle pour le spécialiste nordiste des accessoires de gaming BigBen Interactive (Seclin). Au terme de douze années de procédures, le géant du jeu Nintendo a gagné le marathon judiciaire qui les opposait. Nintendo estimait que les manettes de jeu développées par BigBen étaient similaires aux siennes, protégées par un brevet. La Cour d'appel de Paris a donné raison au groupe nippon, et condamné BigBen Interactive à lui verser 1 M€. Au terme de cette procédure, Nacon

(filiale dédiée de BigBen) peut encore se pourvoir en cassation. BigBen Interactive, désormais adossé au groupe Bolloré, dégage un chiffre d'affaires de quelque 300 M€.

"ON FABRIQUE EN FRANCE ET ON EXPORTE EN POLOGNE. BEAUCOUP DE NOS CONCURRENTS FONT UN PEU L'INVERSE !"

Etienne Sacilotto,

président d'Altair, maison-mère de Brunel, leader des produits de droguerie, à l'occasion de l'inauguration d'un nouvel atelier de l'usine de Noyelles-lès-Seclin (lire p.28)



"C'EST UN EXTRAORDINAIRE MAIS DIFFICILE PROJET"

Yann Vincent,

le patron d'ACC, lors de l'inauguration de la première « gigafactory » de batteries en France, ACC, à Billy-Berclau, le 30 mai dernier.



"C'EST UNE NATIONALISATION, UNE MAINMISE DE L'ETAT QUI NE DIT PAS SON NOM"

Eric Feldmann,

président du tribunal de commerce de Lille Métropole dans le quotidien Les Echos, à propos de la réforme en vue des tribunaux de commerce.

"AUJOURD'HUI, C'EST UNE NOUVELLE ÉTAPE IMPORTANTE POUR LA VALLÉE DE LA BATTERIE !"

Laurent Rigaud,

vice-président de la région Hauts-de-France, lors de l'inauguration du centre de formation à la batterie à Douvrin, le 17 juin.

«IL Y A DEUX MOTS ESSENTIELS, C'EST ANTICIPATION ET COLLECTIF. C'EST LOIN MAIS IL FAUT PRÉPARER MAINTENANT.»

Antoine Ménage,

en charge du débat public autour du lancement de deux nouveaux réacteurs nucléaires EPR2 à Gravelines

4 JUILLET : Afterwork

entreprise « Apéro Sport »,

Vivalley Campus Liévin,

dès 17h45

4 JUILLET : Rencontre sur

la renaissance industrielle,

Société d'encouragement

pour l'industrie nationale

Dunkerque, la Halle

aux sucres, 14 h

6 JUILLET : 10e édition

de l'Université des

Entrepreneurs, Entreprises

et Cités, dès 9h30

5 SEPTEMBRE : Afterwork de

rentrée du Clubster NSL

et d'Eurasanté, sur le Parc

Eurasanté, 18h

5 SEPTEMBRE : 5e cérémonie

des Pépites de l'IRD,

Cité des Echanges, 19h

FRANCE CHIMIE

Frédéric Gauchet, président fondateur du groupe de chimie fine Minafin, est élu président de la fédération professionnelle France Chimie. Cette organisation



(anciennement Union des Industries Chimiques) représente un ensemble de 1 300 entreprises (soit 4 000 établissements) qui emploient 225 000 salariés. A 61 ans, diplômé de Normale sup et des Mines de Paris, Frédéric Gauchet a d'abord conduit sa carrière dans de grands groupes (Sanofi, Total, Vinci, notamment) avant de reprendre en 2004 une entreprise de Beuvry-la-Forêt, point de départ de la création du groupe Minafin, devenu en 19 ans un ensemble de 6 usines, 900 salariés et 300 M€ de chiffre d'affaires.

JULES

Joannes Soënen, 53 ans, prend la direction générale de Jules, enseigne de mode pour hommes de la galaxie Mulliez. Il succède à Franck Poillon, en poste depuis 2020. Joannes Soënen est un fin connaisseur du retail.

Cet ancien de Skema a débuté chef de produit chez Camaïeu en 1992 jusqu'à devenir chef de groupe Chaîne et Trame de l'enseigne en 2000. En 2002, il est nommé directeur marketing



et offre de la marque pour enfant Tape à l'Oeil. Il en prend la direction générale en 2007. 11 ans plus tard, il rejoint Toys R Us France comme Dg. Mais ne restera que dix mois avant de revenir chez Camaïeu comme Pdg en 2019. Après le refus de son offre de reprise de l'enseigne, il devient Pdg de Celio fin 2020.

LINKCITY

Frédéric Delabie est le nouveau Dg de LinkCity Nord-Est, finale de développement immobilier de Bouygues Construction. Diplômé de Skema, il a été chef de service développement immobilier chez Bouygues Construction puis chargé de développement des projets immobilier, aménagement et promotion du groupe en Suisse. Avant d'être nommé

en 2018, directeur régional de LinkCity Centre Sud-Ouest à Toulouse, son dernier poste.

CLINIQUE DE L'ESCREBIEUX

Enora Delbègue, 36 ans, a été nommée par le groupe Ramsay Santé directrice de la clinique de l'Escrebieux à Esquerchin, spécialisée en santé mentale. Diplômée en ingénierie de la



santé, Enora Delbègue débute comme consultante pour Altao, une société d'audit, de conseil et d'accompagnement des acteurs du système de soins. En 2011, elle intègre l'Association Feron-Vrau, dédiée à l'accompagnement des personnes âgées, comme responsable qualité et Communication. De 2014 à 2018, elle enseigne à l'Université de Lille en Licence de Sciences sanitaires et sociales. Deux ans plus tard, elle devient directrice adjointe de l'Ehpad Saint-Antoine de Padoue. Elle y assure l'intérim de la direction de 2021 à fin 2022.

WEST

Samuel Lecerf, 55 ans, prend la direction de l'usine de Nouvion-en-Thiérache (Aisne) du groupe pharmaceutique américain West, spécialiste des solutions de conditionnement et d'administration de médicaments injectables (10 000 salariés, 2,89 mds \$ de CA). Titulaire d'un DETS en gestion de production et d'un DUT en génie mécanique et



productique, il supervisera à ce poste la fabrication des spécialités du site (des composants en élastomères notamment, tels que des bouchons, pistons, protections d'aiguilles...). Samuel Lecerf a fait toute sa carrière dans l'industrie, où il a occupé différents postes en tant que directeur d'usine pour V&M France ou Valinox Nucléaire en France, avant d'intégrer le groupe Vallourec comme directeur de la performance et de l'innovation. Son prédécesseur au sein de l'usine axonaise de 750 salariés, Christophe Amalric, reste chez West, où il occupe désormais un poste de direction à l'échelle internationale.

PORTRAITS EXPRESS**AÉROPORT DE LILLE****Magali Huchette**

La directrice des opérations prend les commandes

A 41 ans, Magali Huchette devient la nouvelle pilote de l'Aéroport de Lille. Cette ingénieure ICAM connaît bien la maison puisqu'elle occupait depuis 2020 les fonctions de directrice des opérations. Elle succède en lieu et place Marc-André Gennart, nommé début 2020, aujourd'hui appelé à de nouvelles missions sur ses terres natales belge



Elle aura désormais pour principale mission le pilotage de l'ambitieux programme d'agrandissement et de modernisation de l'aéroport lillois. Qui devra, entre autres, permettre à l'infrastructure d'accueillir 3,5 à 3,6 millions de personnes en 2039.

et de la construction. Magali Huchette a mené l'entièreté de sa carrière au sein du groupe Eiffage. Elle rejoint la branche Eiffage Energie Systèmes en 2004. Elle y restera 8 années durant lesquelles elle sera notamment chargée d'affaires puis directrice de projet adjointe du Stade Pierre Mauroy. Elle rejoindra les équipes du stade en 2012 comme responsable de projets transverses, avant d'être nommée directrice exploitation événementielle de 2014 à 2020.

CENTRALE LILLE**Thomas Maurer**

Un docteur de physique aux manettes

Thomas Maurer prend place dans le siège de directeur général de l'école d'ingénieurs Centrale Lille. En lieu et place d'Emmanuel Duflos, nommé pour sa part à la tête de l'EPF École d'ingénieurs à Cachan (Île-de-France). Ce professeur des universités est diplômé de l'École des



Mines de Nancy. Docteur de physique à l'Université Paris-Sud, il rejoint l'Université de Technologie de Troyes (UTT) en 2010 en tant que maître de conférences sur une chaire d'excellence CNRS-UTT sur les nanocapteurs optiques. Après un début de carrière centrée sur la recherche, il s'engage dans la formation en 2017 comme responsable du tronc commun de l'UTT. Deux ans plus tard, il est nommé directeur de la formation et de la pédagogie de l'université.

Mines de Nancy. Docteur de physique à l'Université Paris-Sud, il rejoint l'Université de Technologie de Troyes (UTT) en 2010 en tant que maître de conférences sur une chaire d'excellence



Filière Start Innovation CIC
Un réseau de spécialistes
qui accompagnent l'innovation
aux 4 coins de la France.



Construisons dans un monde qui bouge.

TÉLÉMÉDECINE VÉTÉRINAIRE

COCOVÉTO : L'IA POUR LUTTER CONTRE LA DÉSERTIFICATION EN MILIEU RURAL



Sur les 20 000 vétérinaires que compte la France, moins d'un quart exercent encore auprès des animaux de rente. Ce manque de professionnels touche une quarantaine de départements. Ce sont précisément ces territoires que cible CocoVéto. La jeune pousse lilloise a développé la toute première plateforme de télémédecine dédiée aux vétérinaires et éleveurs bovins, porcs et volailles. Lancée il y a quelques mois, l'appli mobile repose en grande partie sur l'intelligence artificielle. L'éleveur adresse et explique le problème rencontré dans son cheptel à un chatbot. Via un système de questions-réponses simple, ce dernier effectue une pré-analyse qu'il envoie au vétérinaire traitant référent. Celui-ci prend le relais dans un second temps pour approfondir l'examen par visioconférence ou par message. Et ne se déplacera sur l'exploitation que si nécessaire.

LA START UP ESPÈRE CONVERTIR 10% DES VÉTÉRINAIRES RURAUX DE L'HEXAGONE D'ICI 2025

financier pour les éleveurs qui ne paient que la consultation », explique Robin Hoffmeister, ingénieur UniLaSalle Rouen de 24 ans, originaire de Lyon. Il a cofondé CocoVéto en 2022 avec deux amis d'enfance, Timothée Barbier, ingénieur ECAM Lyon, et

« Dans certaines régions, les vétérinaires sont à 1h30 de route des éleveurs. CocoVéto leur permet ainsi un gain de temps en évitant les déplacements inutiles. Dans ces cas-là, c'est également un gain

Gauthier de Monteynard, ingénieur en sciences du numérique CPE Lyon.

Leur appli mobile regroupe également plus de 180 fiches maladies qui permettent aux éleveurs de s'informer sur les traitements possibles et de se former sur les points d'amélioration au sein de leur élevage afin d'éviter la récurrence de maladie. « On ne remplace personne. On se présente comme une solution d'accompagnement des vétérinaires et de leur patientèle », poursuit Robin.

LANCEMENT À L'INTERNATIONAL

Installée et accélérée au Village by CA Nord de France, CocoVéto a débuté au sein d'Euratechnologies. Avec une bourse de 8 K€ de HDFID pour lancer sa V1, complétée par des fonds propres pour aboutir à la version finale. Le modèle économique de CocoVéto repose sur un abonnement mensuel souscrit par les vétérinaires qui proposent ensuite l'appli gratuitement à leurs éleveurs. La start up espère convertir 10% des vétérinaires ruraux de l'Hexagone d'ici 2025.

Cette année, elle entend accélérer sa commercialisation pour se doter rapidement d'une équipe de développeurs informatiques et de commerciaux. A moyen terme, CocoVéto envisage un lancement à l'international. Ses fondateurs ont eu de premières touches lors de leur participation au dernier Salon de l'Agriculture. A suivre.

TRIBEE DÉCLINE À NOUVEAU SON CONCEPT DE CAGNOTTE SOLIDAIRE

Trois ans après sa création, Tribee entame sa deuxième diversification. A l'origine, ce site de cagnottes solidaires en ligne est créé pour des collectes à l'occasion de fêtes d'enfants. Avec une partie des contributions, ils peuvent s'acheter le cadeau qu'ils souhaitent, puis verser le reste (ou la totalité) à une association partenaire de Tribee. « *L'objectif est d'éviter les cadeaux en doublon, qui ne plaisent pas et qui finissent au fond du placard. Ce qui représente à la fin un gâchis énorme !* », explique Gwendoline Broudehous, associée de Cécile Flament, fondatrice de Tribee.

Contrairement aux cagnottes classiques qui se financent par une commission à hauteur de 6%, la fintech nordiste n'en prend aucune. « *Les participants et les bénéficiaires peuvent s'ils le souhaitent nous verser un pourboire. Quand on leur laisse le choix, ils sont très généreux ! Si bien qu'on sera à l'équilibre plus vite que prévu* », assure la codirigeante. En fin d'année dernière, après une levée de fonds d'1 M€, Tribee a lancé son concept auprès des entreprises. Qui paient un abonnement mensuel pour accéder à l'organisation de cagnottes en interne. Le principe est sensiblement le même : le salarié célébré peut se faire plaisir, tout en donnant à une association partenaire de son employeur. Mobivia a été le premier client de Tribee. Depuis, ID Kids, Boulanger, SNCF Hauts-de-France ou encore la Française des Jeux lui ont emboîté le pas.



DEUX NOUVELLES OFFRES

Cette année, poussée par la demande, Tribee muscle son concept. La première nouveauté est testée depuis juin dernier avec Nocibé. Le géant de la distribution de parfums et cosmétiques a voulu proposer le concept nordiste non pas à ses salariés dans un premier temps mais à ses deux millions de clients. Si la majorité des contributions sont transformées en carte cadeau à utiliser en magasin, l'enseigne s'engage à doubler les fonds adressés à l'association choisie. Autre évolution à venir : à partir de ce mois-ci, la start up fondée à Mons-en-Baroeul et basée à Lille s'ouvrira également aux associations. Celles-ci disposeront d'une URL de cagnotte dédiée qu'elles pourront partager à leur écosystème (bénévoles, partenaires...) pour récolter directement les fonds.

« *L'idée est d'encourager et d'aller plus loin dans la collecte de dons* », indique Gwendoline Broudehous. À date, Tribee emploie quatre salariés. Ils devraient être sept fin 2023, selon les estimations des

TRIBEE VISE LE DEMI-MILLION D'EUROS DE DONS REVERSÉS AUX ASSOCIATIONS CETTE ANNÉE.

dirigeantes. Des recrutements essentiels pour accompagner le développement de la fintech qui enregistre des cagnottes en croissance d'environ 40% chaque mois

depuis le début de l'année, pour un total de 130 K€ versés à des associations. Les dirigeantes visent le demi-million d'euros de dons reversés cette année et 650 K€ de chiffre d'affaires.

Recrutement : TalentView dans le giron de Kelio

Une page se tourne pour l'experte lilloise en digitalisation de process de recrutement TalentView. Elle vient d'être rachetée par Kelio, un éditeur de solutions de gestion RH et de paie basé en Maine-et-Loire qui emploie 520 personnes pour 68,1 M€ de chiffre d'affaires. « *S'adosser à un grand comme Kelio nous permettra d'accélérer* », souligne Louis André, dirigeant fondateur de TalentView qui pilote désormais l'offre

recrutement du groupe. Dans son viseur : l'international, précisément la Belgique, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Suisse et l'Espagne. Marchés sur lesquels Kelio dispose de filiales. « *Nous allons continuer à commercialiser les solutions TalentView en plus d'offres globales groupe* », poursuit Louis André. Ce dernier employait jusqu'ici 21 personnes et accompagnait plus de 200 entreprises, à l'instar d'Auchan Retail, TF1, La Redoute ou bien Vinci Construction.

Deux Agtech régionales dans la French Tech 2030

En avril dernier, le gouvernement lançait avec Bpifrance et la Mission French Tech le programme d'accélération « French Tech 2030 ». Lequel vise à soutenir 100 entreprises tricolores issues de secteurs stratégiques. Les nordistes Javelot et Sencrop, toutes deux spécialisées dans l'agtech, figurent parmi les 125 entreprises retenues, sur les plus de 800 candidates. Javelot développe

des solutions numériques pour l'après-récolte et le stockage des céréales. De son côté, Sencrop est le leader européen de dispositifs météo connectés aux parcelles des agriculteurs (photo).





HEURES RÉMUNÉRÉES

+2,9%
VS 2019

Après un retour à une situation d'avant-crise en 2021,

l'activité économique, mesurée par le volume d'heures rémunérées, s'est stabilisée l'an dernier. Le volume enregistré en décembre 2022 était supérieur de 2,9% à celui de 2019, contre +2,8% par rapport à décembre 2021. L'hébergement-restauration et les services non marchands ont été les secteurs les plus dynamiques en région. Le premier, en proie à de grandes difficultés en plein Covid jusque début 2021, a connu une saison estivale 2022 favorable. Lui permettant de terminer l'année avec une activité en hausse de 7,7% par rapport à 2019. Les services non marchands ont quant à eux enregistré une activité en progression de 6,7% sur deux ans. Au national, l'activité a progressé de 3,6% fin 2022 par rapport à 2019.

EN 2022, L'ÉCONOMIE RÉGIONALE A JOUÉ LA CARTE DE LA RÉSILIENCE

TEXTES Julie Kiavué

L'année 2021 a été synonyme de reprise. 2022, celui de la stabilité. C'est ce que révèle l'Insee dans son dernier bilan économique régional. Cette année, le mot d'ordre est vigilance. En raison de l'inflation, du ralentissement de l'emploi salarié et du recul des créations d'entreprises.

EMPLOI SALARIÉ

+1,3%

Fin 2022,
les Hauts-de-
France

comptaient 2 139 000 salariés, soit 7 600 de plus sur un an (0,4%).



Le secteur privé a contribué aux emplois supplémentaires à hauteur de 9 700 postes créés en région sur un an. Tandis que le secteur public a vu ses emplois salariés reculer de 0,4%. L'emploi a progressé dans les départements du Pas-de-Calais (0,6%), du Nord (0,5%) et dans l'Aisne (0,4%). L'Oise et la Somme ont pour leur part enregistré un recul de 0,1% et de 0,3% respectivement. Après le bond observé en 2021 (+3% sur un an), l'emploi salarié régional a progressé plus lentement l'an dernier qu'à l'échelle nationale (+1,3%). En matière de dynamisme de l'emploi, les Hauts-de-France récoltent ainsi le bonnet d'âne du palmarès national.

CONSTRUCTION



Alors que le niveau de 2019 avait été retrouvé fin 2021 et malgré une activité dynamique début 2022, les heures rémunérées dans ce secteur ont été en-deçà de 2,2% en décembre dernier par rapport au

volume de décembre 2019. Ce n'est plus un secret : sur le marché de la promotion immobilière, l'offre neuve augmente, tout comme les prix des biens, tandis que la demande et les mises en chantier poursuivent leur retrait. Côté emploi, le secteur de la construction a fait preuve de stabilité (0,3%) l'an dernier, après la hausse de 2,9% enregistrée fin 2021. Avec les 400 emplois gagnés en un an en 2022 (répartis sur les cinq départements régionaux), le secteur regroupe au total 118 500 salariés.



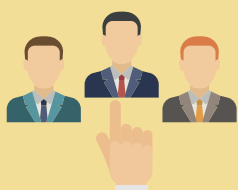
INDUSTRIE

L'activité est restée stable entre 2021 et 2022 dans l'industrie. Mais demeure toujours inférieure de 2% au niveau de 2019. L'emploi du secteur continue sa progression, bien que modeste. Seuls 2 300 postes auront été créés l'an dernier (0,8%, contre +1,1% en 2021). Le Nord en absorbe une grande majorité (1 900), suivi du Pas-de-Calais (700 emplois supplémentaires). Seule l'Oise voit ses effectifs industriels diminuer avec une perte de 500 postes.

-2%
VS 2019

Au total, l'industrie emploie 289 600 salariés en région.

INTERIM



Dans cet indicateur avancé de l'économie, l'emploi recule brusquement pour revenir à son niveau de 2020. Après une année particulièrement dynamique en 2021 avec un bond de 7,1% — effet

**-7,4%
EN 2022**

rattrapage oblige —, le volume des effectifs intérimaires s'est replié de 7,4% l'année dernière (-1,2% au national) pour atteindre 70 100 emplois. Les Hauts-de-France perdent ainsi 5 600 emplois sur un an, indique l'Insee. Principalement dans le

tertiaire (-2 900 emplois) et l'industrie (-1 800). Tous les départements sont concernés. Les missions intérimaires ont diminué de 8,7% dans le Pas-de-Calais, de 8,2% dans le Nord ou encore de 7,6% dans l'Oise.

CHÔMAGE



Au 4e trimestre 2022, le taux de chômage des Hauts-de-France s'est établi à 8,7%. Malgré une diminution timide de 0,2 point sur un an, la région demeure la plus touchée de l'Hexagone, juste devant l'Occitanie (8,6%). Le recul du

8,7%

chômage régional — pour la huitième année consécutive — concerne tous les départements : -0,2% dans le Nord et la

Somme, -0,4% dans l'Aisne (qui reste le département le plus impacté avec 10,3% de sa population active au chômage) et -0,3% dans le Pas-de-Calais et dans l'Oise. Ce dernier conserve le taux de chômage le plus bas de la région avec 7,2%, soit un niveau identique à celui observé au national. Les Hauts-de-France comptent 513 760 demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B et C.

CRÉATIONS D'ENTREPRISES



Alors que la région apparaissait comme LA bonne élève en termes de créations d'entreprises depuis plusieurs années, elle a vu ce volume chuter de 2,1% l'an dernier (*a contrario* de la tendance nationale en hausse de 1,1%) avec 65 900 entreprises créées sur

le territoire. Ce sont 1 400 créations de moins qu'en 2021, année record. Le repli a été observé dans le commerce, le transport, l'hébergement-restauration et principalement

dans le Nord et l'Aisne. Dans son bilan, l'Insee indique que ce recul est notamment dû aux moindres créations de micro-entreprises (-1,6%) et d'entreprises individuelles (-12,6%).

**-2,1%
EN 2022**

DÉFAILLANCES



L'an dernier, il y a eu 3 546 défaillances d'entreprises enregistrées en région. Soit un bond de 77,7% sur un an supérieur à la tendance nationale (+49,6%). Cette hausse varie de +52,4 dans l'Oise à +100% dans la Somme. Tous les secteurs sont touchés. Tout spécialement le

commerce, le transport et l'hébergement-restauration avec 1 520 défaillances (+97,9% sur un an). Pour autant, ce niveau de défaillances reste encore en dessous de celui de 2019 d'environ 10%.

**+77,7%
EN UN AN**

MARCHÉS AGRICOLES



La guerre en Ukraine, la politique du zéro Covid en Chine et la sécheresse dans l'hémisphère sud, entre autres, ont rendu les marchés agricoles extrêmement nerveux au premier semestre 2022. Les cours des céréales

ont atteint les plus hauts au premier semestre, avant de chuter au semestre suivant au niveau observé en 2021. En région, la sécheresse apparue dès le printemps a entraîné une récolte précoce. Avec des rendements en-dessous des moyennes quinquennales pour le blé tendre, par exemple. Production également en baisse pour la pomme de terre et la betterave industrielle, faisant grimper le prix du sucre. Pour la viande bovine et porcine, les prix ont crû fortement l'an dernier, tandis que la production régionale a diminué de 4,3% sur un an.

IMMATRICULATIONS



L'immatriculation des véhicules neufs a connu, et pour cause, une chute brutale en 2020. Après avoir légèrement progressé l'année suivante en Hauts-de-France,

-13,4%

la vente de véhicules neufs a de nouveau reflué l'an dernier pour passer sous la barre de 2020 : -13,4% par rapport à 2021.

Ainsi, il y a eu 224 000 nouvelles immatriculations en 2022, contre 250 000 deux ans plus tôt. Au national, le retrait est de 9,9%.

AÉRONAUTIQUE

APRÈS LA MENACE DU CRASH, UN REDECOLLAGE SOUS TENSION



- 10 000 salariés en région dont la moitié dans des grands groupes

- 200 entreprises



En région, la filière aéronautique est sortie de la zone de turbulences créée par le Covid. Son redécollage extrêmement rapide profite à l'ensemble des industriels, mais génère aussi des tensions sur le front de l'emploi.

TEXTES Guillaume Roussange

● **20,9 milliards d'euros : le record historique de commandes de Dassault Aviation en 2022**

● **Après le dernier Bourget, Airbus s'approche des 8 000 avions en commande**

Dans le ciel de la Somme, l'immense silhouette du Beluga, l'avion XXL chargé de transporter les pointes avant (*les nez, ndr*) entre le site d'Airbus Atlantic de Saint-Nazaire et l'usine de Méaulte, se détache comme à son habitude, faisant oublier le long trou d'air traversé par la filière aéronautique en 2020 et 2021. Durant ces deux années, le confinement mondial a cloué les compagnies aériennes au sol. Et fait craindre le crash pour ce secteur stratégique de l'industrie des Hauts-de-France. «*En un an, un quart des emplois directs et indirects de la zone d'Albert-Méaulte,*

épicerie historique de la filière depuis qu'Henri Potez y créa son usine il y a cent ans, ont en effet été détruits», illustre à l'époque Stéphane Demilly, le sénateur centriste, à la tête de la ville pendant près de trois décennies. Heureusement, la levée des restrictions a mis fin, à temps, à la dangereuse zone de turbulences.

PREMIER BOURGET DEPUIS QUATRE ANS

Depuis, les voyages sont repartis dans le monde, les commandes des compagnies aussi, de plus belle. En 2022, Airbus a fabriqué 661 aéronaves. Il compte en livrer plus de 700 cette année ! Son carnet de commandes bat des records : plus de 7 200 avions programmés, en décembre dernier. Et le rythme ne semble pas près de faiblir. Après quatre ans d'absence, le salon du Bourget a ainsi été l'occasion pour l'avionneur d'officialiser la plus grosse commande de

**"LA CIBLE EST DE
700 SALARIÉS AU
TOTAL EN 2025"**

**Eric Trappier,
Pdg de Dassault,
à propos de
l'usine de Seclin**

son histoire avec quelque 500 appareils de type A320 et A321 - les locomotives de la gamme Airbus - achetés par la compagnie indienne IndiGo. De quoi dégager l'horizon de l'usine picarde et des sous-traitants de la région, durant de nombreuses années...

D'autant qu'Airbus est loin d'être le seul, en région, à redécoller en mode supersonique. Porté par ses commandes, elles aussi record, Dassault Aviation a même dû pousser les murs de son usine de Seclin, spécialisée dans la fabrication de pièces dites « primaires » en aluminium et en titane, pour les avions civils et militaires du groupe. Moyennant 12 M€ d'investissement, 13.000 m² supplémentaires y ont été adjoints, portant la surface totale du site à 50.000 m². « *Les investissements massifs de ces dernières années se sont accompagnés d'une forte hausse des effectifs : l'usine accueillait 300 salariés en 2018, nous en recensons actuellement plus de 600, en comptant les prestataires sur site, les intérimaires et les apprentis. La cible est de 700 personnes au total en 2025* », annonçait Eric Trappier, PDG de Dassault Aviation, lors de l'inauguration de l'extension, en septembre dernier. Idem pour Matra Electronique dans l'Oise, qui a investi, en 2021, 40 M€ afin de se doter d'une usine 4.0 dédiée à la fabrication de ses équi-



éco 121

1 an
69€

La référence de l'info éco dans les Hauts-de-France

- L'actu éco des Hauts-de-France à 360°
- Une information sûre, sérieuse et indépendante
- Une connaissance en profondeur de l'économie régionale
- La parole donnée aux acteurs de la vie économique

Retrouvez-nous chaque mois, mais aussi en fil continu sur notre site web www.eco121.fr

ABONNEZ-VOUS EN LIGNE SUR WWW.ECO121.FR !

03 55 33 21 05

Bulletin d'abonnement

OUI, je m'abonne au magazine Éco121 pour une durée de :

- 1 an (10 n°) au prix de 69€
- 2 ans (20 n°) au prix de 109€

+ Abonnement multiple : nous consulter (Tél. 03 55 33 21 05)

Règlement

- Par chèque : à l'ordre d'Ecopresse
- Par virement : Banque Caisse d'Épargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520

NOM _____ PRÉNOM _____
SOCIÉTÉ / ORGANISATION _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____
VILLE _____ TÉL. _____
E-MAIL _____



éco 121

ECOPRESSE - PARC RIVÉO
300 RUE DE LILLE
59620 MARQUETTE-LEZ-LILLE



→ pements électroniques pour les avions, civils et militaires, les fusées et autres satellites.

A ces activités en pleine expansion se sont ajoutées deux implantations récentes, dans le Valenciennois : le groupe indépendant Aresia (ex Rafaut) s'est installé en bordure d'aérodrome à Rouvignies, où il fabrique des corps de bombe, un secteur d'activité évidemment favorisé par l'actuel contexte géopolitique ; et Airfoils Advanced Solutions, coentreprise entre Air France et Safran, spécialisée dans la maintenance des ailettes de compresseurs haute pression des moteurs d'avion, qui a posé ses valises à Sars-et-Rosières, moyennant un investissement de 20 M€. La Covid a ralenti ses développements, mais le site affiche l'ambition de monter à 170 collaborateurs.

GROSSES DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT

Le barycentre de l'aéronautique régionale se trouve donc en Haute-Picardie, avec plusieurs sites d'excellence dans le Nord ou l'Oise. La fusion des régions aura donc au moins eu ce mérite de permettre à la filière aéronautique locale de se construire. Dans ce but, l'historique Pôle Hydraulique et Mécanique d'Albert, plus connu sous l'acronyme de PHMA, a été rebaptisé en 2018 pour devenir Altytud. Un cluster qui rassemble aujourd'hui 80 membres, de la TPE au géant industriel, qui pèsent au total une « dizaine de milliers d'emplois », selon Sophie Pouillart, sa déléguée générale. Financé par la Région et les cotisations des adhérents, le groupement emploie trois salariés et dispose d'un budget de 200 K€ annuels. De quoi mener des actions d'animation de la filière, mais aussi accompagner les entreprises dans leur transformation (cf l'interview ci-après). Et c'est peu dire que les défis ne manquent pas. Le rapide rallumage des feux du secteur a provoqué des échauf-

fements qui ont mis les industriels sous tension. Car tous les problèmes d'approvisionnement en composants électroniques ou en matières premières sont loin d'être résolus. Et la crise de l'énergie n'a fait qu'aggraver la situation... Mais tout cela n'est sans doute rien, comparé aux difficultés de recrutement. En 2022, les quelque 200 industriels de la filière ont dû trouver plus de 500 profils, la plupart extrêmement techniques. Au moins autant devraient être recrutés cette année. « Nous recherchons tous, jusque dans les petites Pme en territoires, la bonne main d'œuvre », déclarait il y a quelques jours sur BFM Eric Trappier, patron de Dassault Aviation. Pour gonfler leurs rangs, les entreprises déploient des trésors d'imagination et tentent, comme elles le peuvent, de rendre l'industrie séduisante aux yeux des jeunes. Job Dating, « Aerogame » (un escape game spécial aéronautique), journée de « découverte des entreprises d'avenir », participation à des meetings aériens... Ces derniers mois, les responsables d'Altytud ont ainsi fait feu de tout bois pour tenter de susciter les vocations. « C'est aujourd'hui l'un des principaux problèmes », reconnaît Sophie Pouillart. D'autant que les acteurs de la filière doivent évoluer très vite pour répondre aux mutations technologiques du secteur, liées à la décarbonation du transport aérien, mais aussi à la multiplication des innovations liées, par exemple, aux nouvelles mobilités.

Pour la première fois, les pré-commandes concernant des taxis volants et autres aéronefs électriques ont dépassé celles d'Airbus et de Boeing, lors du dernier salon du Bourget. Une véritable révolution à laquelle « l'ensemble des acteurs, les sous-traitants notamment, doivent se préparer », selon Sophie Pouillart. « Heureusement, les savoir-faire sont bien ancrés en région », conclut-elle ■

TÉMOIGNAGE VÉRONIQUE HIOLLE, DIRIGEANTE DE HIOLLE INDUSTRIES



Le groupe valenciennois s'est diversifié il y a quelques années dans le secteur aérien en rachetant des entreprises de câblage. Un choix qui s'avère fort judicieux. « On est sur l'aérien militaire, ça se développe bien. On fait notamment l'équipement câblé em-

barqué pour le Rafale. Les cadences annoncées vont doubler sur les prochains mois », indique la dirigeante Véronique Hiolle. Le groupe travaille aussi pour les Falcon ou encore pour la maintenance des trains d'atterrissage au profit de Safran.

« L'aérien représente aujourd'hui 10% du chiffre d'affaires du groupe et fait travailler 50 salariés. L'objectif est de monter ce chiffre à 15% dès 2025 » ■

“LES PROBLÈMES D'APPROVISIONNEMENT ET LA CRISE DE L'ÉNERGIE NE SONT RIEN COMPARÉS AUX DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT”

UNE FILIÈRE BIEN ANCRÉE SUR L'ENSEMBLE DE LA RÉGION

Aujourd'hui, la filière aéronautique et spatiale des Hauts-de-France s'organise autour de trois pôles : un axe Lille-Valenciennes, avec notamment **Dassault Aviation**, **Airfoils Advanced Solutions**, la coentreprise entre Safran et AirFrance KLM, ou encore **Aresia** (ex Rafaut) et **SKF** (photo).

La zone d'Albert-Méaulte, dans la Somme, avec l'usine **Airbus Atlantic** (plus de 1 400 salariés) et une concentration de sous-traitants industriels. Soit entre 3 500 et 4 000 emplois au total.

Un tissu plus dispersé d'entreprises dans l'Oise, notamment autour de Compiègne avec **Matra Electronique**, le spécialiste français des systèmes électroniques, mais également de Senlis, où se situe **Pyromeral**, un fabricant de matériaux composites innovants. Sans oublier **Thalès** à Méru (350 salariés) ou **Safran** (200 salariés) à Saint-Crépin-Ibouillers, au sud de Beauvais. Au total, on dénombrerait ainsi plus de 200 acteurs du secteur dans la région, employant une dizaine de milliers de personnes, selon le cluster Altytud. Moins selon l'Insee, qui dans sa dernière étude sur le secteur (datée de 2020), en dénombrait 6 800, soit un peu moins de 3 % des effectifs nationaux. La région se place ainsi en huitième position pour l'emploi dans le secteur, derrière l'Occitanie, l'Île-de-France et la Nouvelle-Aquitaine. Dans la région, 95 % des effectifs de la filière sont dédiés à l'aéronautique, le solde à l'activité spatiale. Un quart de ces effectifs sont concentrés dans le Nord, le reste dans la Somme et l'Oise. Toujours selon l'Insee, près des trois quarts des entreprises implantées dans les Hauts-de-France sont des PME. Les grands groupes ne représentent que 6 % des entreprises, mais concentrent 46 % des effectifs ■



QUESTIONS À...
SOPHIE POUILLART
DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE
DU CLUSTER ALTYTUD



2023 a signé le grand retour des industriels des Hauts-de-France au salon du Bourget. En quoi la participation à cet événement est-elle stratégique ?

Le Bourget constitue une occasion pour nos industriels de montrer leur capacité à innover et de répondre aux demandes des donneurs d'ordres. Le salon est un événement qui couvre plusieurs champs sur lesquels nous travaillons : le business bien sûr, mais

aussi l'innovation, le recrutement, les enjeux de décarbonation... C'est aussi l'occasion pour eux de mieux anticiper les futurs enjeux du secteur. C'est d'ailleurs pourquoi nous avons choisi d'exposer collectivement sur le Hall 2b afin de nous rapprocher des acteurs majeurs et donner à notre participation une coloration industrielle et business très forte. Au total, les industriels de la région ont été une quarantaine à exposer en collectif et

une quinzaine en individuel.

**“LA PÉRIODE
DE REPRISE EST
TRÈS INTENSE”**

Comment analysez-vous la conjoncture actuelle ?

La période de reprise est très intense. Depuis le second semestre 2022, les cadences ont redécollé. Les annonces faites par le Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (Gifas) et les grands industriels ont ruisselé sur l'ensemble de la supply chain. Tous les sous-traitants ont des carnets de commandes conséquents et s'inscrivent dans cette dynamique de reprise des activités.

Les retards d'approvisionnement en matières premières existent toujours et les nouvelles commandes imposent de nouveaux recrutements. Les tensions sur l'emploi dans le secteur sont prégnantes. A l'échelle nationale, 25 000 emplois sont annoncés. A l'échelle régionale, sur le seul premier semestre, nous avons recensé 470 postes ouverts par une quarantaine d'acteurs. Les besoins concernent en premier lieu les opérateurs qualifiés, dont notamment le métier d'ajusteur-monteur ou d'opérateur sur machine à commandes numériques. N'oublions pas non plus les métiers de l'ingénierie, en R&D ou en bureau d'études, dessinateurs, projeteurs... Les fonctions support sont logiquement moins concernées.

Quelles prochaines actions allez-vous mettre en œuvre pour tenter d'endiguer ces difficultés ?

Nous allons poursuivre et intensifier notre action. C'est-à-dire, en premier lieu, fédérer les acteurs industriels sur l'ensemble de la région Hauts-de-France, leur permettre de mieux se connaître et de travailler ensemble sur l'innovation. L'objectif est qu'ils puissent faire face à tous ces défis durant cette période de reprise très intense. Nous allons aussi les accompagner dans leur stratégie d'innovation, notamment grâce à Altylab, notre cellule de R&D mutualisée afin que les entreprises puissent pérenniser leurs activités industrielles et se positionner sur les marchés demain. De même, notre stratégie porte également sur l'attractivité de la filière que nous devons encore renforcer pour pallier les difficultés de recrutement. ■

Recueilli par G.R.

COMMENT SOMEPIC S'EST PRÉPARÉ À L'APRÈS-CRISE

Le spécialiste de la mécanique de précision, basé dans la Somme, a tiré les enseignements de la crise. Et a mis cette période à profit pour moderniser son outil de production et attaquer de nouveaux marchés.

C'est un bel exemple de résilience. Alors qu'elle a vu, en 2020, son chiffre d'affaires dévisser de moitié en quelques mois pour tomber à 5 M€, Somepic, installée depuis 1961 à Bouzincourt, près d'Albert (Somme), est finalement parvenue à mettre la période à profit pour se transformer. Historiquement spécialisée dans l'usinage de métaux durs ou rares, tel le nickel, la PME de 85 personnes a actionné les leviers à sa disposition - dont le plan France Relance - pour moderniser son outil, le digitaliser, mais aussi sécuriser ses process. En trois ans, elle a investi 2 M€ dans son parc machines afin de se doter de robots collaboratifs, capables d'installer ou de récupérer des pièces sur les ou-



tils d'usinage, ou encore d'un tour à métaux doté d'un système de visualisation. A lui seul, cet équipement dont la livraison est prévue pour la rentrée prochaine, a coûté 500 K€ pièce. « Ces trois dernières années, la machine-outil a progressé de manière incroyable. Ces engins intègrent désormais un suivi des consommations d'énergie, le contrôle des vibrations ou des échauffements. Surtout, ils permettent de modéliser l'opération avant l'usinage. Cela évite les erreurs et le gâchis de matière, ce qui est essentiel lorsqu'on travaille sur des métaux chers », explique Aline Doyen, Pdg de l'entreprise.

"ON A RETROUVÉ NOTRE NIVEAU D'AVANT LA CRISE"
ALINE DOYEN

Les efforts menés pour digitaliser les process ou renforcer la sécurité informatique de l'entreprise lui ont en outre permis de mieux se positionner sur certains marchés, comme la défense ou le luxe. « Les donneurs d'ordres nous questionnent désormais systématiquement sur notre vision de l'avenir, sur la manière dont nous anticipons les choses. Par exemple, en termes de gestion des compétences. Nos investissements matériels, mais aussi dans la formation, nous permettent d'être crédibles à leurs yeux », poursuit la dirigeante.

Résultat, si l'aéronautique civile pèse encore pour 60% du chiffre d'affaires de l'entreprise, 20% de l'activité sont réalisés grâce aux marchés de la défense, le programme Rafale par exemple. Le solde se répartit entre le luxe et différents petits marchés de niche très variés. « L'activité est repartie et la conjoncture est positive ! On a retrouvé notre niveau d'avant la crise. Nous allons donc poursuivre notre stratégie », poursuit Aline Doyen, ajoutant que dans les prochaines semaines, Somepic recruterait 6 nouveaux apprentis et 4 personnes en CDI ■ G.R.

DÉCOLLAGE FREINÉ POUR AIRFOILS ADVANCED SOLUTIONS

Implantée à Sars & Rosières, l'entreprise de maintenance de pièces de moteurs d'avion a d'abord fait face au Covid avant de se heurter aujourd'hui aux pénuries de main d'œuvre, qui ralentit sa montée en régime.

Airfoils Advanced Solutions est une coentreprise de Safran et Air France KLM spécialisée dans la réparation et la maintenance d'ailettes de compresseurs, uniquement pour l'aviation civile. Une activité évidemment liée au volume du trafic aérien. Alors qu'elle venait de s'implanter en région sur la commune de Sars & Rosières, la jeune entreprise a connu comme tout un chacun le trou d'air du Covid. « L'absence ou la chute du nombre de vols a généré un recul du nombre de maintenances moteurs », explique Sé-



bastien Guénon, directeur du site. Aujourd'hui, l'entreprise connaît à l'inverse une très forte poussée de la demande, spécialement depuis fin 2022. « Les perspectives d'évolution à la hausse sont très importantes dans les mois et les années qui viennent », se réjouit Sébastien Guénon, qui évoque un volume de 35 000 pièces réparées sur l'exercice 2023. Une satisfaction matinée de grosses réserves : la chaîne logistique n'est pas complètement rétablie dans l'univers

aérien, avec des pénuries de pièces auxquelles s'ajoutent les grandes difficultés de recrutement. « C'est un gros frein », concède le dirigeant.

Au moment de notre entretien (22 juin), la société avait pas moins de 20 postes de recrutement ouverts, pour un effectif actuel de 110 emplois : 6 postes dans les fonctions support (notamment méthode et ingénierie), 2 postes de techniciens de maintenance industrielle (vacants depuis 18 mois), et 12 postes d'opérateurs. Or les salaires proposés sont plutôt nettement au-dessus du marché (2 400 € bruts sur 13 mois) sans compter intéressement et participation. « Pour les CDI, on y arrive, mais quand on propose des postes temporaires, c'est beaucoup plus difficile, le réservoir de main d'œuvre est faible ». L'entreprise joue la carte de la sensibilisation scolaire dès le collège, pour susciter des vocations et donner une autre image de l'industrie au-delà des clichés. Alors que l'entreprise visait initialement un objectif de 200 emplois à moyen terme, ce chiffre a été révisé légèrement à la baisse pour une projection de 160 à 170 emplois à l'horizon 2027 ■ O.D.

HERVÉ RENARD
DIRECTEUR JPM GESTION D'ACTIFS

L'INTÉRÊT D'INTÉGRER DES CRITÈRES ESG EN GESTION D'ACTIFS

Qu'est-ce que l'ESG ? Les critères ESG (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance) sont des critères d'analyse extra-financiers qui permettent d'évaluer comment les entreprises prennent en compte le développement durable dans leur stratégie.

Sur la partie environnementale, il s'agira notamment d'évaluer au sein d'une entreprise la gestion des risques liés aux émissions de CO₂, la consommation d'énergie, la gestion de l'eau et des déchets. Le volet social appréhendera la gestion par l'entreprise du capital humain tant interne (collaborateurs) qu'externe (clients, fournisseurs, ...). On s'intéressera par exemple à la qualité du dialogue social, la formation des salariés, ...

Enfin, le volet Gouvernance visera à analyser les modalités de pilotage de l'entreprise. Il conviendra alors d'évaluer no-



"LES CRITÈRES ESG VONT CHALLENGER UNE APPROCHE PUREMENT FINANCIÈRE ET AUTORISER UNE ÉVALUATION AU PLUS JUSTE DU PRIX D'UN ACTIF."

tamment la qualité et la diversité des organes de direction.

Pourquoi intégrer des critères ESG dans son processus de sélection d'investissement ?

Un gérant d'actifs « Actions » aura traditionnellement une approche financière dans sa méthodologie de sélection : estimation de la croissance bénéficiaire de l'entreprise, coût du capital, endettement, sont autant de paramètres qui contribueront à la valorisation d'une entreprise. Ces éléments sont, certes, indispensables, mais pas nécessairement suffisants à nos yeux.

L'adjonction de critères ESG permettra d'avoir une approche plus fine. Ainsi, une hausse anormale du turnover ou encore de l'absentéisme - critère social peut mettre en évidence un climat social dégradé dans une entreprise, phénomène qui aura très probablement un impact à terme sur la performance économique et la compétitivité. Ce critère viendra donc challenger une ap-

proche purement financière et autorisera une évaluation au plus juste du prix d'un actif.

Le recours aux critères ESG entraîne-t-il de meilleures performances des actifs gérés ?

L'attractivité d'un actif se mesure notamment à sa capacité à performer mais aussi à son risque associé. Sur le volet performances, une étude menée par Morningstar entre 2009 et 2017 ne mettait pas en évidence une surperformance significative des gestions « ESG ». Sur le volet « risque » néanmoins, l'intégration de critères ESG, avec toutes les limites qu'elle comporte, nous semble offrir une meilleure appréciation des risques globaux auxquels sont confrontés les entreprises. En conclusion, au-delà du sens recherché par l'investisseur avec la prise en compte de critères ESG, ces derniers nous semblent avant tout créateurs de valeur en offrant un couple rendement / risque optimisé ■

TRIBUNES LIBRES

FLORENCE CROMBEZ
CONSULTANTE ET COACH QUINTESSENS

ET VOUS, QUELLE CATHÉDRALE ÊTES-VOUS EN TRAIN DE CONSTRUIRE ?

La thématique de la vocation professionnelle m'inspire depuis 30 ans ! Aujourd'hui, ce sujet m'anime quotidiennement dans ma pratique professionnelle.

L'année de mon bac, j'ai reçu un cadeau magnifique. J'ai bénéficié d'un « coaching d'orientation ». Une amie de ma famille, consultante en recrutement, m'a guidée dans ma réflexion de choix d'études post-bac. Cet accompagnement m'a donné des ailes ! Tout d'abord, il m'a permis de faire mon premier choix d'adulte. Il m'a également donné confiance en moi, en sachant que j'étais à la bonne place : dans mes études, puis dans mes premiers postes. Enfin, cela m'a donné envie d'être, moi aussi, un jour, dans cette posture d'accompagnement.

Ce projet est devenu mon activité : permettre aux personnes que j'accompagne de trouver ou retrouver du sens au travail ! C'est bien cela qui m'a toujours animée...

En tant que managers ou dirigeants, quelle que soit notre expertise technique, une de nos responsabilités est de permettre aux collaborateurs de trouver et exprimer le sens qu'ils don-

nent à leur mission. En les interrogeant à ce sujet, en les écoutant vraiment, ils peuvent ainsi révéler ce qui les anime profondément. Ce sera précieux pour eux-mêmes avant tout. Alors qu'aujourd'hui, souvent, la seule certitude est devenue l'incertitude, j'ai développé la conviction qu'être capable de discerner sa vocation professionnelle est une compétence qui est, et sera, de plus en plus nécessaire. Cela sera aussi extrêmement utile à l'entreprise. Un salarié aligné et cohérent avec lui-même sera fortement motivé. Il sera aussi beaucoup plus créatif.

Redonner du sens au sein de nos organisations viendra donc, avant tout, du réel et sincère intérêt qui sera porté à chaque collaborateur.

*Un homme rencontre trois tailleurs de pierres. Au premier qui travaille mécaniquement sa pierre avec un air sombre et fatigué, il demande ce qu'il est en train de faire ; ce dernier lui répond qu'il taille une pierre. Quand il pose la même question au second qui effectue le même travail, mais de façon un peu moins mécanique, ce dernier explique qu'il taille une pierre pour construire un mur. Il s'approche

alors du troisième qui semble heureux, voire radieux, où nulle trace de fatigue ne se lit sur son visage alors qu'il taille une pierre avec exactement les mêmes outils et la même technique que les deux autres. Quand il lui demande ce qu'il est en train de faire, l'homme lui répond avec un large et lumineux sourire : « je suis en train de construire une cathédrale » ■



"UN SALARIÉ ALIGNÉ ET COHÉRENT AVEC LUI-MÊME SERA FORTEMENT MOTIVÉ"



EURAÉNERGIE : DUNKERQUE SE DOTE DE SA TURBINE CRÉATIVE

En 2024, l'agglomération littorale disposera d'un parc d'activités et de formation dédié à l'énergie et à la transformation de son territoire. La première pierre du bâtiment totem, antre de l'innovation technologique, vient d'être posée.

La symbolique est forte. Le maire de Dunkerque Patrice Vergriete, aux côtés de Niels Engelschøn, ambassadeur de Norvège, et de François-Xavier Bieuville, sous-préfet de Dunkerque, a enterré fin mai une molécule de CO₂ sur le Môle 2, à mi-chemin entre la zone portuaire et le centre-ville. Outre la référence au pilote industriel de captage du CO₂, démarré il y a un an sur le site dunkerquois d'ArcelorMittal, ce geste a officiellement lancé le chantier du bâtiment-cœur d'Euraénergie. Il s'agit du parc d'activités et de formation dédié at-

tendu à l'été 2024 sur une parcelle de 5 hectares.

À l'issue d'un investissement de 11,7 M€ porté par la CUD, les travaux feront sortir de terre un bâtiment multifonctionnel. Il entend incarner à la fois un démonstrateur de performance énergétique et de gestion de l'énergie ; une plateforme de recherche dans les domaines de l'efficacité énergétique dans l'industrie, de l'hydrogène et des systèmes énergétiques intelligents ; un support d'expérimentations de production, stockage et gestion d'énergie ;

et enfin une vitrine sur les activités de recherche et d'innovation exercées sur le site.

Le tout sur 4 400 m² répartis sur trois niveaux. Le bâtiment disposera d'un show-room, de halles technologiques, d'espaces de coworking et d'autres dédiés aux start up. L'activité de formation, délivrée par des écoles d'ingénieurs — dont IMT Nord Europe, se situera au 1^{er} étage. Le dernier étage sera lui occupé en grande majorité par les équipes de Pôlénergie.

CINQ FOIS MOINS ÉNERGIVORE

Le bâtiment se veut exemplaire en matière d'efficacité énergétique. Conçu par les cabinets norvégien Snøhetta et dunkerquois Santer Van Hoof, il allie qualité architecturale, avec une ossature bois-acier, et intégration paysagère, tout en visant une haute performance énergétique. Son enveloppe thermique hyperisolée et ses menuiseries triple vitrage lui permettront d'être cinq fois moins énergivore qu'un bâtiment classique. Enfin, les 1 200 m² de panneaux solaires sur la toiture fourniront de l'énergie en excès. Le surplus alimentera les autres bâtiments du parc Euraénergie.

Ce dernier fait partie de la quinzaine de projets du programme « Dunkerque l'énergie créative » porté par le Groupement d'Intérêt Public Euraénergie. « Notre ambition est de transformer le territoire dunkerquois en modèle de l'industrie du XXI^e siècle reposant sur des solutions décarbonées », détaille Patrice Vergriete. « Dunkerque l'énergie créative » dispose pour cela d'un budget prévisionnel de 288 M€, dont 37,5 M€ de l'État ■ J.K.



L'HÔPITAL SAINT PHILIBERT S'OFFRE UNE MÉTAMORPHOSE À 70 M€

LOMME. Cette profonde restructuration a permis de repenser le parcours patient et de doter l'établissement d'équipements de pointe.

Sept ans après le lancement des travaux, le Groupement des Hôpitaux de l'Institut Catholique de Lille (GHICL) dévoile l'extension de l'hôpital Saint Philibert à Lomme. 2 200 m² nouveaux se sont greffés au bâti existant de 5 000 m². L'extension regroupe la nouvelle entrée, à proximité immédiate de la station de métro, des espaces de collation ainsi qu'un nouvel espace ambulatoire comprenant les spécialités médicales, chirurgicales et les services de prise en charge. Le projet de rénovation a dès le départ intégré un nouveau parcours patient en mode ambulatoire. Entièrement repensé, il vise à réduire au maximum le temps de présence des patients, tout en améliorant leur confort grâce à « une offre de qualité hospitalière », souligne le Dg du



GHICL Laurent Delaby, qui poursuit: « Optimisé, le flux de patient a progressé de 20% par rapport à celui d'avant-Covid ».

« L'outil se devait d'évoluer pour répondre aux besoins notamment des équipes », poursuit Jacques Chevalier, chirurgien vasculaire à Saint Philibert. Les 1 400 salariés (dont 180 médecins) disposent désormais d'un environnement de travail amélioré et des équipements de pointe à l'instar d'un robot chirurgical pour les opérations mini-invasives. Le nouveau plateau

technique intègre 16 blocs opératoires (contre 12 auparavant) modulables et adaptés aux différentes spécialités de l'établissement; l'urologie, la radiologie, la cardiologie, la chirurgie orthopédique et vasculaire.

Le GHICL aura investi 70 M€ dans cette opération de modernisation. Ce vaste chantier se poursuivra dans les prochaines années au niveau des consultations, puis de la réanimation et enfin des urgences qui doubleront de taille ■ J.K.

MG REAL ESTATE DÉBARQUE EN FRANCE À CALAIS

CALAIS. Le promoteur belge spécialisé dans la logistique, les bureaux, le retail et le résidentiel se dote d'une plateforme de 96 000 m², son tout premier entrepôt français.

La vocation a devenir un « hotspot » pour les acteurs régionaux de la logistique. Le « point névralgique » du secteur pour Calais et les Hauts-de-France vers les marchés européens. MG Real Estate mise gros sur son premier site logistique français. Les travaux de « MG Park Calais » ont débuté début juin sur la ZAC Transmarck-Turquerie à Calais. Ils feront sortir de terre un bâtiment de 96 000 m² sur une parcelle de 21 ha. Une première unité de 24 000 m² sera livrée courant 2024. Un an plus



tard, l'ensemble aura la capacité d'accueillir jusqu'à 16 moyennes et grandes entreprises qui disposeront chacune d'une surface minimale de 6 000 m².

Le promoteur belge MG Real Estate ne communique pas l'investissement. Mais insiste sur les atouts géographiques de son entrepôt. Situé à proximité du Port de Calais et du Tunnel sous la Manche, il bénéficie

d'une connexion directe aux axes routiers nordistes et autoroutes ferroviaires de CargoBeamer et VIIA Connect. Permettant une logistique vers le sud de la France, l'Europe, le Royaume-Uni mais aussi la Suisse ou la péninsule ibérique. « MG Park Calais offrira aux entreprises l'opportunité de se connecter au reste de l'Europe en un clin d'œil », souligne Ignace De Paepe, président du promoteur. La présence en Hauts-de-France d'autres géants de la logistique tels qu'Amazon, DFDS et XPO en est la preuve. »

Fondé il y a 22 ans, MG Real Estate s'est jusqu'ici déployé dans sa Belgique natale, dans les pays nordiques, aux Pays-Bas ou encore au Luxembourg. MG Park Calais marque ainsi un pas supplémentaire dans sa stratégie de développement international, qu'il entend poursuivre avec d'autres programmes français, entre autres ■ J.K.



NAISSANCE D'UN CENTRE DE FORMATION AUX BATTERIES

Après l'implantation des « giga-factories », il s'agit désormais d'en former les opérateurs. C'est le but du « Battery Training Center », en bon français, qui vient d'être inauguré le 16 juin sur le site de l'usine ACC de Douvrin, en présence d'un aréopage de personnalités parmi lesquelles Olivier Dussopt, ministre du travail ou Luc Chatel, président de la Plateforme automobile. Le centre offre 400 heures de formation pour acquérir de nouvelles compétences en matière de fabrication de batteries. Il peut accueillir 40 stagiaires par session. Présenté comme le premier du genre en Europe, il accompagne la mobilité et la reconversion professionnelle des salariés et des demandeurs d'emploi.

TRAVAIL DISSIMULÉ : 26,6 M€ DE REDRESSEMENTS EN NORD-PAS-DE-CALAIS EN 2022

L'URSSAF Nord-Pas-de-Calais aura redressé 26,6 M€ l'an dernier sur un total national de 788,1 M€. Elle a engagé 249 actions de contrôle en 2022, en progression de 10%, dont 229 ont donné lieu à redressements. L'URSSAF indique une forte augmentation du nombre de solidarités financières (redressement solidaire d'un contractant dont on n'a pas vérifié qu'il acquittait ses obligations), soit 21 contre 12 un an plus tôt, pour un montant de 800 K€ (contre 0,5 M€ en 2021). De 2018 à 2022, l'URSSAF Nord-Pas-de-Calais aura redressé un total de 166 M€, en hausse de 66% par rapport aux résultats de la précédente convention d'objectifs et de gestion.



Le Haricot de Soissons identifié IGP

Après sept années de mobilisation, avec le soutien de la Ville de Soissons et de la Région, les producteurs du Haricot de Soissons reçoivent la reconnaissance de la



Commission européenne à travers l'inscription de leur produit sur la liste des Indications Géographiques Protégées (IGP). Point de départ vers une structuration de la filière. Laquelle s'appuie sur une feuille de route d'ici à 2024 intégrant des actions d'accompagnement des nouveaux producteurs,

d'amélioration des techniques de production et de progression des volumes produits pour répondre à une demande croissante.

« L'IGP est une étape fondamentale dans notre action collective, estime Didier Cassemiche, président de l'association des producteurs de haricots de Soissons. Une nouvelle aventure s'offre désormais à nous pour mettre en place un important travail sur la structuration de la filière, pour faire vivre l'IGP et valoriser le Haricot de Soissons ».

Déchets : 146 M€ pour le nouveau CVE de la CABBALR

L'opérateur d'énergies locales bas carbone Idex décroche la concession de service public pour la conception et l'exploitation d'un centre de valorisation énergétique des déchets ménagers à Labeuvrière. Il remplacera l'équipement actuel au profit d'un « hub multi-énergies ».

Le centre pourra traiter 100 000 tonnes annuelles dont les trois quarts apportés par l'interco (CABBALR). Il produira de la vapeur (41 GWh/an) au voisin industriel Croda, 56 GWh de chaleur pour le réseau de chaleur urbain, et 40 GWh/an d'électricité.

Les travaux démarreront en janvier 2025 avec ouverture attendue en avril 2027. Le contrat est signé pour une durée de 20 ans. Il s'agit d'un investissement de 146 M€ financé conjointement par la CABBALR et Idex.





Créée en 2013 à Arras, la société Rotel, spécialisée dans le multimédia, l'énergie et le terrassement, veut étendre son rayonnement à la Côte d'Opale. Implantée sur le parc d'activités de la Porte du Littoral à Leulinghem, où elle loue un local, Rotel s'installera définitivement dans ses locaux en janvier 2024. D'abord dans un premier bâtiment de 800 m² qui comprendra des bureaux, un atelier et un espace de stockage du matériel. Un deuxième bâtiment de 1 200 m² est envisagé par la suite. Le dirigeant fondateur Maxime Dumaine a investi 700 K€ (hors achat du terrain de 6 700 m²) pour la première construction. Sur les 77 salariés de Rotel, huit sont actuellement à Leulinghem. Effectifs qui devraient doubler dans les prochains mois.

VITRY-EN-ARTOIS : NXTFOOD (ACCRO) LÈVE 10 M€

Etre en 2025, à l'échelle européenne, un acteur majeur et incontournable des alternatives à la viande 100% végétales. Telle est l'ambition de la jeune pousse nordiste NxtFood. Celle qui a inauguré l'an dernier, à Vitry-en-Artois, son tout premier site de production d'une capacité de 5 000 tonnes annuelles, voit aujourd'hui ses actionnaires renouveler leur confiance en son modèle. Creadev et Roquette Ventures réinvestissent au capital à hauteur de 10 M€ pour soutenir NxtFood dans l'accélération de son déploiement commercial et marketing. La start up annonce également avoir bénéficié de 3,5 M€ de Bpi dans le cadre du Plan France Relance et du Plan France 2030 – Alimentation du futur. Haché végétal, nuggets, saucisses, farce à cuisiner... La marque ACCRO commercialise ses produits dans 1 700 grandes et moyennes surfaces. La start up fondée en 2019 vise les 2 500 points de vente fin 2023.



Ingénierie : Le Groupe Projex pose un pied à Lens

Déjà basé à Lille, Paris, Lyon, Bordeaux ou encore Strasbourg, le Groupe Projex, spécialiste de l'ingénierie en maîtrise d'œuvre de conception, d'exécution et d'exploitation, annonce son arrivée à Lens. Pour renforcer sa proximité et l'accomplissement des projets lensois, de la CALL et du bassin minier. Provisoirement installé dans un immeuble de la CALL, Groupe Projex disposera de ses propres bureaux sur 400 m², en cours de construction sur le site Lallain, fin 2024. L'antenne lensoise accueillera 25% des effectifs présents au siège à Villeneuve d'Ascq. Au total, Groupe Projex emploie 470 personnes en France.



MOZART GROUPE DIGITALISE À 100% L'ACHAT IMMOBILIER

Le lillois Mozart Groupe, expert de l'investissement immobilier depuis 15 ans, lance Mon Marché Immobilier. Une plateforme digitale dédiée à l'achat de logements en VEFA. Cette solution, inédite dans le pays, propose plus de 10 000 biens en vente en France. Les utilisateurs peuvent simuler leur investissement, analyser le quartier du logement et même le réserver puis valider leur achat. Le tout, en ligne. « C'est un modèle testé depuis 3 ans avec Mozart Prestige Patrimoine, jumeau de Mon Marché Immobilier, à destination des professionnels de l'investissement immobilier », indiquent Sébastien Charon et Nelson Barata, fondateurs de Mozart Groupe. Ils ambitionnent 5 000 ventes annuelles d'ici 2026, soit le milliard d'euros de transactions. Mozart Groupe, également basé à Saint-Etienne, emploie 35 salariés. Ils devraient être 50 mi-2024. Cette année, le groupe vise 30 M€ de chiffre d'affaires, soit le double des ventes de 2022.



Chaque année, l'ADEME soutient plusieurs centaines de projets en Hauts-de-France en faveur de la Transition écologique. Les aides engagées dans la région représentent en moyenne un montant annuel de l'ordre de 100 M€. L'équipe régionale accompagne tous les acteurs (collectivités, entreprises, particuliers) en leur proposant une ingénierie de financement de projets.

EN BREF

Fonds Tourisme Durable : l'exemple du camping de Bailleul

Le camping de la Ferme des Saules à Bailleul est l'un des 80 premiers projets soutenus par le Fonds Tourisme Durable de l'ADEME. Le fonds a été mobilisé à hauteur de 27,2 K€ sur un total de 35,7 K€. Avec un programme 360° : l'acquisition d'une machine sous vide contre le gaspillage alimentaire, ou d'une machine à café à grain pour réduire les déchets non alimentaire, mais aussi la végétalisation et l'éclairage LED pour les économies d'énergie et le confort estival, des économies d'eau à travers un ballon l'eau chaude sanitaire favorisant l'arrivée rapide de l'eau chaude, ou encore une aide à la mobilité douce au travers d'un abri à vélos sécurisé.

Vélotourisme : un potentiel à développer en région

Les collectivités et territoires disposent d'un potentiel d'attractivité encore sous-utilisé dans le développement du vélotourisme.

L'ADEME porte pour l'Etat un programme dédié doté de quelque 6,5 M€. De quoi offrir un cadre incitatif aux actions favorisant la pratique du vélotourisme. Le programme soutient trois grandes thématiques : le déploiement de la marque « Accueil Vélo® » à travers un effort d'investissement de stationnement vélo, l'aménagement des aires de services le long des itinéraires ; et le co-financement renforcer l'attractivité des véloroutes, ou pour analyser la réalisation de tronçons dédiés au vélotourisme. (Plus d'info sur : <https://developper-velotourisme.ademe.fr>)



©Michael Lachant

LE TOURISME DURABLE MONTE EN RÉGIME

On pense volontiers à la métallurgie et aux grands secteurs énergivores en matière de développement durable. Mais le secteur touristique est l'un des tout premiers concernés par le dérèglement climatique. A l'exemple de la multiplication prévue des épisodes de canicule et de manière plus large des phénomènes climatiques extrêmes. Les professionnels commencent à prendre conscience de cet enjeu, d'autant plus que les pouvoirs publics déploient des outils d'appui financier et d'accompagnement dédiés.

Le Fonds Tourisme Durable, porté par l'ADEME, a ainsi vu le jour en 2021 et a d'ores et déjà accompagné quelque 80 projets dans la région, portés par des restaurateurs ou des hébergeurs (cf l'exemple du camping de Bailleul). Soit un volume d'investissements de 2,2 M€ aidé à hauteur de plus de 1,2 M€. « *Il y a un parfait alignement des planètes entre les outils pluriels de l'ADEME et la volonté des acteurs du tourisme de se lancer de manière ambitieuse* », se félicite Patrick Alfano (patrick.alfano@ademe.fr), coordinateur communication et tourisme durable de l'ADEME. Les dossiers ont du reste été multipliés par deux en douze mois, sans doute dopés aussi par la flambée des prix de l'énergie. « *Les acteurs, y compris économiques, ont une vraie volonté de*

se mobiliser », confirme Eliane Metreau (eliane.metreau@ademe.fr), chargée de mission adaptation au changement climatique à l'ADEME.

Les porteurs de projet bénéficient d'un accompagnement gratuit tout au long du projet de la phase de diagnostic pour établir les actions prioritaires à mener jusqu'au dépôt de demande d'aide. Travaux d'isolation, remplacement de matériels de froid, économie circulaire, mobilité, le périmètre éligible est large. L'ADEME pilote deux autres actions importantes en matière de tourisme durable : l'adaptation au changement climatique pour les sites dépassant une fréquentation de 100 000 visiteurs annuels (soit 10 sites et 5 territoires dans notre région), en proposant la réalisation d'un diagnostic de vulnérabilité au changement climatique et la définition d'un plan d'action d'adaptation ; et l'écologie touristique territoriale (ETT) qui met en valeur des nouvelles pratiques de coopération entre acteurs de la chaîne de valeur touristique. Un guide sur cette démarche encore expérimentale sortira au courant de l'été 2023 ■

Retrouver le guide "accompagnement du secteur touristique à l'adaptation au changement climatique" à l'aide du QR code



L'IRD SIGNE UN CRU 2022 RECORD

MARCO-EN-BARŒUL. Le groupe financier d'origine patronale a connu un dernier exercice flamboyant. Le premier semestre 2023 se révèle lui aussi très tonique.

Près de 40 M€ investis (39,4 M€ précisément) : c'est le montant historique que la branche capital-investissement de l'IRD aura mobilisé en 2022 au profit de 47 sociétés.

Un an plus tôt, l'IRD avait investi 17,1 M€ dans 29 sociétés. Cette performance incarne une année globale record dans toutes les activités de l'IRD : investissement, fusions-acquisitions, immobilier, services.

Si l'investissement a été dopé par la distribution d'obligations relance pour 14 M€, il marque aussi les premiers dossiers du nouveau fonds FE2T Polain et Proferm. Suivis il y a quelques jours de Grain de Malice (photo). « *L'outil trouve son marché* », résume Thierry Dujardin, directeur général de l'IRD. L'activité d'investissement en création et en « *primo-développement* » a aussi connu une surchauffe (+76%), pour atteindre 4,4 M€. On notera aussi le lancement d'ECTech, pour rapprocher les Pme de l'univers des start up, avec l'entrée au capital d'Euratech, et l'entrée au capital parallèle du start up studio

Sparkling. La branche immobilière a aussi bien performé, avec 21,8 M€ décaissés en 2022. L'IRD pilote un parc de 114 000 m² de bureaux, commerces et autres locaux d'activité. « *Et on s'oriente de plus en plus vers des opérations où l'on associe la requalification de friches industrielles, d'autant que le foncier est rare en métropole* », pointe Thierry Dujardin. Illustration avec le projet Basic Fit, engrangé en fin d'année et dont le permis de construire vient d'être déposé.

L'activité transmission est quant à elle restée à un niveau habituel, avec dix opérations, soit un périmètre de 500 emplois et 37 M€ de chiffre d'affaires. L'IRD a aussi déployé un nouveau champ d'intervention, Inside RSE. Autrement dit un accompagnement clés en main sur ces thématiques. L'accueil est très favorable et a conduit à des embauches pour multiplier les expertises. « *On n'avait pas imaginé une telle trajectoire* », reconnaît même Paul Damestoy, directeur général adjoint de l'IRD.

Au final, l'exercice s'est soldé par un

résultat net de 8,5 M€ part du groupe, tandis que l'IRD (qui a finalisé sa sortie de bourse) s'est enrichi de 12 embauches.

PERSPECTIVES SOLIDES

Pour 2023, les perspectives restent solides. Au premier semestre, le capital investissement a déjà atteint la moitié du chiffre d'affaires annuel. Mais avec plusieurs difficultés de marché car les valorisations restent élevées pour les Pme et ETI, tandis que les fonds commencent à rechigner pour les seconds tours de table dans les start up et les entreprises en création. Autre élément saillant : la hausse des taux pèse désormais sur les dettes des personnes physiques et réduit les rendements pour les investisseurs.

Hormis ces bémols, l'IRD est toujours à la manœuvre avec la création d'une nouvelle foncière, Avenir & Territoires n°4, mais aussi un second fonds IRD Entrepreneurs, le premier étant arrivé en fin de phase d'investissement. « *Et on a quelques autres projets dans les tuyaux, mais il est trop tôt pour en parler* », confesse Thierry Dujardin ■ **O.D.**



IRD Invest, au côté du groupe Philippe Ginestet (Gifi), a accompagné le rachat de Grain de Malice, enseigne textile de l'Association familiale Mulliez, par Groupe 106, fondé par deux anciens de la galaxie ; Jean-Christophe Garbino (ex-Dg Kiabi, Jules, FashionCube) et Franck Duméry.

BRUNEL S'OFFRE UN ATELIER ULTRAMODERNE POUR SA MARQUE STARWAX

NOYELLES-LÈS-SECLIN. Le leader français des produits de droguerie mobilise 6,2 M€ pour s'offrir un nouvel atelier de fabrication et automatiser son conditionnement.

« Nous ne sommes plus un site Seveso site haut, on n'est plus Seveso, on n'attend plus que le papier du préfet ». Interpellé (courtoisement) par l'adjoint au maire de Noyelles-lès-Seclin sur la dangerosité de son site lors de l'inauguration d'un nouvel atelier de fabrication, Etienne Sacilotto, président du groupe Altaïr, maison-mère de Brunel, a fait cette annonce surprise. Créée en 1946, Brunel a déménagé sur ce site de 6,6 ha en 2014. Elle devait son classement Seveso à la quantité de produits finis stockés sur le site, un stockage qui n'est plus localisé ici. Cela tombe très bien pour l'entreprise chimique, qui travaille ardemment à verdir ses gammes de produits, à alléger ses process industriels, à avoir une logique responsable à tous les étages.

Brunel est connue sous ses trois grandes marques de produits : Starwax (30% de parts de marché en droguerie spécialisée), K.Pro (insecticides, 44% de parts de marché) et Sinto (réparation de matériaux, 45% de parts de marché). Des produits qui ont connu un succès très important durant la période Covid, et le rythme n'est pas retombé. Etienne Sacilotto s'attend même « à de fortes perspectives en 2023 », tant à l'échelle du groupe qu'à celle de Brunel. L'entreprise, qui a fabriqué 20 millions de produits l'an dernier, table sur 24 mil-

lions cette année.

Brunel, qui pèse la moitié d'Altaïr, a décidé pour faire face à cette croissance d'engager un gros programme d'investissement : un nouvel atelier de fabrication, entre 2022 et 2023, à hauteur de 4,2 M€, qui sera suivi d'un autre investissement d'automatisation du conditionnement (2 M€ d'ici l'été 2024).

8 cuves de nouvelle génération, entièrement automatisées, ont été installées. Elles permettront à la fois de passer beaucoup plus facilement d'une production à une autre grâce à leur polyvalence, mais aussi avec un process plus sobre : la consommation d'eau de nettoyage va chuter de 20%.

POTENTIEL DE CROISSANCE

« Il y a encore du potentiel de croissance, avec la volonté d'aller sur de nouvelles catégories de produits, de nouvelles géographies, de nouveaux circuits »,



estime Etienne Sacilotto, qui compte en même temps améliorer le profil environnemental des produits. Les synergies entre les différentes entités d'Altaïr (dont la récente acquisition de Briochin, droguerie traditionnelle) doivent générer une dynamique positive.

L'usine de Noyelles n'a pas prévu d'embauches complémentaires, mais Stanislas Baudry, directeur général, souligne que le site comptait 80 personnes lors de l'implantation en 2014, et qu'il en accueille 120 aujourd'hui. Il est donc permis d'espérer ■ **O.D.**



En chiffres

Altaïr Groupe : 165 M€ en 2022
480 salariés

Brunel : 82 M€ en 2022

dont 92% en France
217 salariés (dont 115 à l'usine,
70 à Wasquehal, services support,
et 35 sur le terrain)

Marques : Starwax, K.Pro, Sinto

20 millions de produits/an

Formulations : 179

1640 références de produits finis

PARCE QUE VOS PROJETS PROFESSIONNELS
ET PRIVÉS SONT INDISSOCIABLES,
NOUS AVONS CRÉÉ JPM BANQUE D'AFFAIRES.



POUR L'ENTREPRISE
ET L'ENTREPRENEUR



**JPM Banque d'Affaires est la première banque d'affaires en Hauts-de-France
dédiée aux dirigeants de notre région.**

Parce que vous pouvez être entrepreneur et chef de famille, nous avons conçu
une approche globale qui réunit toutes les expertises en un même lieu.

Comme vous, nous sommes profondément attachés à notre territoire,
nous y puisons notre énergie et nous voulons contribuer à son développement.
Choisissez une banque d'affaires qui vous connaît et qui partage vos valeurs.

LES CONSEILS
DE NOS EXPERTS
EN PODCAST



Lille / Arras / Valenciennes ■ jpm-ba.fr

BANQUE
POPULAIRE
NORD

JPM Banque d'Affaires est une marque de la Banque Populaire du Nord - Société anonyme coopérative de Banque
Populaire à capital variable. 847 avenue de la République, 59700 Marcq-en-Barœul - 457 506 566 RCS Lille métropole.

CHOCMOD AFFICHE DE GROSSES AMBITIONS DANS LE SEGMENT PREMIUM ACCESSIBLE

RONCQ. Le groupe de confiserie signe avec un grand chef chocolatier, Pascal Brunstein, pour lancer une gamme de truffes de niveau supérieur mais à prix accessible. Un beau relais de croissance en vue.

« **A**ujourd'hui, le consommateur a le choix entre un produit de grande et moyenne surface de 10 à 25 euros le kilo, ou un produit de grand chocolatier à 150-180 euros le kilo. Il me semble qu'il existe une légitimité d'apporter un produit à un prix plus accessible ». Emmanuel Bois, président du groupe Chocmod, spécialiste des truffes

au chocolat et des guimauves, justifie ainsi le lancement d'une toute nouvelle gamme sur laquelle il fonde de gros espoirs.

L'entreprise, dont la majorité du capital a été reprise en 2021 par le fonds Cerea Partners, a réalisé l'an dernier 42 M€ de ventes dont 85% à l'export. Cette année (close fin juin), elle table sur 52 M€. Elle compte deux usines, l'historique de Roncq, et une autre au Québec. Les deux unités fabriquent la fameuse truffe, dont Chocmod est leader mondial, et celle de Roncq produit aussi des guimauves.

LANCEMENT MONDIAL

Si Chocmod est bien présent en grande surfaces en France sous marque distributeur, il ne l'est pas sous sa marque Truffette de France, vendue seulement à l'export. L'heure est donc venue pour l'entreprise d'exister en France sous une

marque prestigieuse, qui sera du reste présentée dans un packaging très travaillé, dans des boîtes cadeaux qui ne sont pas sans rappeler les étuis des montres. L'offensive commerciale sera mondiale. En France, elle sera menée en exclusivité chez Monoprix, avec un lancement pour Noël, qui représente avec Pâques les deux temps forts de l'année et 80% des ventes. « *Etre prophète en son pays est aussi une vitrine pour le monde. Et Monoprix sait redonner leur place aux pme et aux marques* », justifie Emmanuel Bois. La gamme comprendra trois produits dans un premier temps (chocolat 70%, cœur praliné noisette, caramel pointe de sel), vendus au prix recommandé de 9,90€ les 150 grammes (65 € le kilo). C'est sous cette marque que Chocmod prépare donc une offensive commerciale de taille, dans le segment premium accessible. Une nouvelle gamme a été développée en partenariat avec le chef chocolatier Pascal Brunstein, meilleur ouvrier de France et champion du monde du chocolat, qui a imposé ses ingrédients à l'instar d'un chocolat équatorien, pour garantir une qualité supérieure.

PLAN D'INVESTISSEMENT MUSCLÉ

Cette ambition s'accompagne d'un « *plan d'investissement musclé* », avec par exemple l'installation de deux broyeurs pour la fabrication de la pâte à truffe, des équipements qui s'étagent entre 350 et 600 K€. Emmanuel Bois annonce au global un programme de 1,2 M€ d'investissement par an sur trois ans.

De quoi largement renforcer son leadership mondial, puisque Chocmod vise les 70 M€ de chiffre d'affaires à horizon cinq ans ■ **O.D.**

En chiffres

CA 2022 : 42 M€

dont 85% à l'international

Effectifs : 85

Production : 800 millions

de truffes, soit 6 000 tonnes

de truffes par an

2 000 tonnes de guimauve



ROQUETTE SE DOTE D'UN CENTRE DE RECHERCHE APPLICATIVE ULTRA-MODERNE

LESTREM. Le groupe familial a entièrement reconstruit son centre d'innovation alimentaire au cœur de l'usine historique. Un outil ultra-moderne vecteur de différenciation et de compétitivité. Visite.

Il aura fallu deux ans au géant nordiste pour repenser entièrement son centre de recherche applicative sur les produits alimentaires, au sein même de son usine de Lestrem. Un investissement de 4,5 M€ qui offre au major des ingrédients végétaux un outil entièrement modernisé au profit de ses innovations végétales. Avec un maître-mot : accélérer. C'est ici que sont nées maintes innovations, telles le chewing-gum sans sucre ou encore la maltodextrine que l'on retrouve aujourd'hui dans 18 milliards de biberons par an.

"LE SENS DU GOÛT EST PRIMAIRE"

Le centre s'étend sur 2 500 m² et regroupe un arsenal complet d'équipements et moyens pour rechercher des solutions semi-industrielles en fonction des desiderata des clients. Exemple : une extrusion à haute teneur en eau, une ligne à ultra-haute température avec injection directe de vapeur ou encore un simulateur de compression pour comprimés. Tous les aliments sont au menu, des produits laitiers aux boissons en passant par les alternatives à la viande, la confiserie, la boulangerie ou la nutrition spécialisée. L'orientation stratégique de Roquette dans la protéine de pois, dont il est devenu leader mondial,

lui ouvre d'immenses perspectives notamment dans les alternatives à la viande ou au soja, au bilan carbone moins efficient. Le centre dispose notamment d'installations permettant des essais à l'échelle pilote, comme cette mini-ligne de fabrication puis d'enrobage de chewing-gums, mais aussi une cuisine de démonstration et un laboratoire d'analyse sensorielle où 90 panellistes - l'équivalent des nez en parfumerie - vont tester de la manière la plus objective possible la texture, le goût et jusqu'à la croustillance. Soit environ 300 panels par an. Cette étape humaine est complétée par des données analytiques. « *Le sens du goût est primaire, Si ce n'est pas bon, vous rejetez. La force du goût est intrinsèque à l'être humain* », expose Isabelle Roulier, responsable des services

techniques consommateur pour l'alimentaire. Le centre emploie 30 spécialistes scientifiques et techniciens, en lien avec les autres centres du groupe dans le monde : Chine, Singapour, Inde, USA et Japon.

Quel impact pour l'avenir économique et commercial de Roquette ? Le 7 juin, le groupe familial recevait une centaine de clients - tous les grands noms du secteur - en avant-première pour leur présenter le nouvel outil, un argument commercial et technique de premier plan et une vitrine très attractive des savoir-faire de Roquette. L'entreprise vit aujourd'hui manifestement une nouvelle étape de haute importance dans sa longue histoire.

Créé en 1933 à partir d'une féculerie de pommes de terre, Roquette est devenu un leader mondial des ingrédients alimentaires. Il a réalisé en 2022 un chiffre d'affaires de 5 milliards d'euros avec 8 000 salariés dont 2 800 en France ■

O.D.



TRADITION DU NORD ENGLOUTIT LA BISCUITERIE AUGEREAU

LAMBERSART. Le fabricant nordiste de biscuiterie poursuit ses emplettes avec le broyé du Poitou. Cette année, il vise les 40 M€ de ventes avec ses 140 salariés.



Depuis sa création en 1995, Tradition du Nord affiche un appétit insatiable. A travers Comptoir des Flandres, la holding de son dirigeant Vincent Duprez, le fabricant et distributeur de biscuiterie et confiserie basé à Lambersart a gobé une douzaine d'entreprises françaises de son secteur. Elle continue de grossir aujourd'hui avec l'acquisition de la Biscuiterie Augereau. Cette Pme familiale fondée en 1973 est située à Saint-Benoît dans la Vienne. Elle est dirigée par la troisième génération représentée par Frédéric Augereau. Chaque jour, elle fabrique deux tonnes de biscuits, dont le fameux broyé du Poitou, pour près de 2 M€ de ventes fin 2022. En tombant dans le panier de Tradition du Nord, Biscuiterie Augereau bénéficie des activités commerciales et logistiques de Tradition du Nord. Lequel dispose désormais de sept sites de production déployés en Hauts-

de-France, Bretagne, Bourgogne-Franche-Comté et Nouvelle-Aquitaine. Pour cette opération, le groupe nordiste a revu son tour de table et accueille Etoile Capital (Société Générale Capital Partenaire) en l'échange d'un ticket non dévoilé mais compris entre 1 et 5 M€. Finorpa, actionnaire de Tradition du Nord depuis quatre ans, a également réinvesti. La famille Duprez garde la majorité.

Les Gaufrettes Amusantes, les Gaufres Fourrées d'Eugène Blond, les biscuits de la Dunkerquoise, les Bêtises de Cambrai... Le Nordiste produit plusieurs centaines de références vendues chez les professionnels traditionnels, la grande distribution mais aussi dans son réseau de boutiques et sur son site Internet. Cette année, Tradition du Nord ambitionne les 40 M€ de chiffre d'affaires avec 140 salariés ■ J.K.

CHIENS GUIDES D'AVEUGLES
CENTRES PAUL CORTEVILLE

Depuis 70 ans, l'Association Chiens Guides d'Aveugles œuvre pour améliorer et sécuriser le déplacement des personnes déficientes visuelles en leur remettant, gratuitement, des CHIENS GUIDES ou des CANNES BLANCHES ÉLECTRONIQUES.

UN CHIEN GUIDE,
ÇA CHANGE LA VIE !

DÉCOUVREZ NOS MISSIONS
WWW.CHIEN-GUIDE.ORG

COUP D'ENVOI POUR L'EPR DE GRAVELINES

Après le débat public sur les deux EPR de Penly, c'est au tour de ceux de Gravelines. Ce projet phare, qui mobilisera au bas mot 16 mds €, va tamponner l'incroyable vitalité industrielle du Dunkerquois.

8 000 emplois sur le chantier à son pic en 2033. 16 milliards d'euros injectés au sein d'un programme national de 51,7 milliards (en euros 2020). Deux réacteurs qui produiront près de la moitié de l'électricité consommée par tous les Hauts-de-France. Un nouveau site de 50 hectares, sur un site contigu qu'abandonne TotalEnergies. Le tout pour une mise en service en 2038 et sans entraver le bon fonctionnement de l'actuelle centrale nucléaire ! Le moins qu'on puisse dire est que défi des deux futurs réacteurs EPR 2 à Gravelines est gigantesque. Encore plus XXL, si l'on peut dire, que l'accumu-



lation de projets pourtant déjà historiques sur le Dunkerquois (dont les deux méga usines de batteries ProLogium et Verkor).

2038, ce sont donc quinze ans pour parachever cet investissement majeur. Une période de très, très long terme dans notre époque plus focalisée sur l'immédiateté. Mais les égarements politiques des 10 ou 15 dernières années qui avaient conduit à presque saborder notre industrie nucléaire imposent aujourd'hui de reprendre le travail très en amont et sans perdre une

minute. Dans une logique de standardisation des nouveaux réacteurs et donc de réduction des coûts, mais aussi de solution souveraine aux problématiques du réchauffement climatique. « Nous sommes persuadés que le nucléaire est une des solutions dans le monde pour décarboner », plaide Antoine Ménage. Celui qui a piloté le débat public pour les futurs EPR2 de Penly reprend son bâton de pèlerin pour conduire la même procédure, cette fois à Gravelines. Mais un débat apaisé et local. « Ici on veut un débat de territoire, on ne veut pas refaire un grand match du pour ou contre le nucléaire en France », insiste-t-il.

L'anticipation est d'autant plus capitale que la tension sur les compétences comme sur les matières premières et les sous-traitants promet d'être particulièrement vive dans un bassin où l'on annonce près de 20 000 recrutements ces prochaines années. Sans compter les difficultés qui s'annoncent pour loger mais aussi acheminer sur site les futurs ouvriers pendant le chantier. La nomination d'un préfet coordinateur, comme c'est le cas en Normandie, permettra en principe de fluidifier autant que possible des réponses de l'Etat ■ **O.D.**

INGÉNIERIE DU VERRE : TME ENGINEERING S'OFFRE UN QG POUR ACCÉLÉRER

ARQUES. L'équipementier pour l'industrie du verre élargit les murs pour se donner les moyens de développer en parallèle à l'international, mais aussi le marché local.

Elle a cette discrétion propre aux entreprises nordistes. Pourtant, en 44 ans d'existence, TME Engineering a déjà bien roulé sa bosse et bien au-delà des frontières régionales. Avec sa dizaine de salariés, la société conçoit et fournit des équipements innovants principalement à l'industrie mondiale du verre creux ; bouteilles, flacons... La production proprement dite est sous-traitée. Parmi ses clients, citons Saverglass, SGD Pharma, Verescence ou Duralex. Depuis la pépinière d'entreprises PePSO à Saint-Omer, TME Engineering assurait les commandes de 55



usines clientes, implantées dans une vingtaine de pays.

L'entreprise de Raphaël Malvezin poursuit désormais son aventure à bord d'un nouveau navire amiral à Arques. Le bâtiment a autrefois abrité une papeterie puis un boulodrome. Raphaël Malvezin a jeté son dévolu sur l'espace de 700 m2 fin 2021. Les tra-

vaux ont permis d'y ajouter 100 m2 supplémentaires pour accueillir les bureaux de TME Engineering.

Le projet représente un investissement de 550 K€, avec une aide de 50 K€ de la CAPSO. « Il y a un an, nous avons ouvert une filiale au Mexique pour répondre à la forte demande du marché américain. A court terme, nous prévoyons l'ouverture d'une autre filiale pour adresser le marché asiatique, détaille le Pdg. Ce nouveau siège nous offre l'espace nécessaire pour nous développer sereinement ». Raphaël Malvezin annonce par ailleurs la création prochaine de SUA. Une société qui fabriquera, depuis les locaux de TME Engineering, des petites et moyennes séries destinées au marché local. La Tpe sera minoritaire au capital de SUA, avant une éventuelle prise de participation majoritaire dans les années à venir. TME Engineering a réalisé 3,5 M€ de chiffre d'affaires l'an dernier, qu'elle entend maintenir en 2023. Avant de viser la croissance dès l'an prochain ■ **J.K.**

SEB BRANCHE SON HUB NORD-OUEST EUROPÉEN EN RÉGION

BULLY-LES-MINES. Le leader mondial du petit électroménager a investi 80 M€ dans une plateforme de 100 000 m². Il vise les 500 emplois à terme pour assurer la distribution dans le nord-ouest de l'Europe.

Il avait annoncé son implantation à l'automne 2021. Un an et demi plus tard, c'est désormais une réalité. SEB vient d'inaugurer sa plateforme logistique située au sein du parc d'activités de l'Alouette à Bully-les-Mines. Leader mondial du petit électroménager, le groupe a mis sur la table pas moins de 80 M€ pour faire sortir de terre, en un peu plus d'un an, un entrepôt de 100 000 m² disposant d'une capacité de stockage de 140 000 palettes pour 1 700 références. Uniquement des petits appareils alimentés par câble ou dotés d'une batterie, à l'instar des cocottes minutes SEB,



des cafetières Nespresso ou Krups. Avec cette nouvelle plateforme, SEB rapatrie sa logistique nationale et belge, assurée depuis 2006 à Orléans.

L'outil lui permettra d'optimiser sa productivité logistique, de réaliser des économies sur les kilomètres parcourus et d'alimenter de nouveaux marchés. Bully-les-Mines a vocation à devenir pour le groupe le hub logistique dédié au marché nord-ouest de l'Europe à compter de 2024.

A destination des enseignes de distribution générale et spécialisée aux Pays-Bas, au Danemark, en Allemagne, en Autriche et en Suisse.

Opérée par FM Logistic, partenaire de SEB depuis près de 30 ans, l'activité a permis la création de 125 emplois. L'objectif des 350 postes est fixé d'ici à 2025, avant d'atteindre les 500 à horizon 2030. SEB emploie plus de 30 000 personnes dans le monde dont 6 000 en France, pour 8 mds€ de ventes ■ J.K.

LOGISTIQUE : ACTION IMPLANTE 1 000 EMPLOIS À VALENCIENNES

ONNAING. L'enseigne néerlandaise va bâtir un centre logistique de 80 000 m². Un projet à 60 M€ attendu en 2025 avec un millier d'emplois directs à la clé.

Elle est devenue cette année l'enseigne préférée des Français, devant les tenants du titre Leroy Merlin et Decathlon. L'Hexagone est un marché porteur et une source de croissance importante pour Action. Et c'est en région que le hard discounter néerlandais a décidé d'implanter son sixième centre logistique français. Le parc d'activités de la Vallée de l'Escaut d'Onnaing, face à l'usine Toyota, accueillera sur une parcelle de 20 hectares un imposant entrepôt de distribution de 80 000 m². Lequel comprendra des espaces de stockage, des zones de préparation de commandes ainsi que des bureaux. La plateforme alimentera les magasins Action des



Hauts-de-France et une partie de ceux en Belgique.

Les travaux débuteront courant juin 2024 pour s'achever un an et demi plus tard. Dans ce projet, Action investit pas moins de 60 M€. De son côté, Valenciennes Métropole, en négociation pendant plusieurs années avec l'enseigne pour aboutir à un accord, annonce la création de près de 1 000 emplois, soit 95 emplois administratifs, 642 emplois opérationnels, 242 conducteurs routiers. L'arrivée d'Action dans le secteur permettra

également la création d'un millier d'emplois indirects.

La zone de la Vallée de l'Escaut accueillera par ailleurs, sur un terrain de 8 hectares, l'usine du groupe français d'agroalimentaire Monin. Ce leader mondial des sirops pour professionnels investit 45 M€ pour fabriquer ses sirops de la marque Guiot. Il annonce la création de pas moins de 120 emplois. Bref, de très bonnes nouvelles pour le territoire valenciennois qui affiche un lourd taux de chômage de 12%

■ J.K.

UNE NOUVELLE LIGNE POUR DOPER LES VENTES MONDIALES DE MACOPHARMA

TOURCOING. Le fabricant de kits sanguins lance une ligne entièrement automatisée de filtres souples. De quoi repartir à l'offensive à l'export.

Macopharma veut monter en régime. Le fabricant de kits de transfusion sanguine, créé en 1977 et détenu par Gérard Mulliez et plusieurs membres de la famille du fondateur d'Auchan, finalise un investissement total de 5,2 M€ (immobilier compris) dans son usine de Tourcoing. Il s'agit d'un programme stratégique, à la fois capacitaire, pour doper la production dans un contexte de saturation, et d'amélioration de la compétitivité industrielle. L'entreprise est très présente à l'international dans un contexte très concurrentiel, à commencer par l'allemand Fresenius. La nouvelle ligne de fabrication de filtres souples réalise toutes les opérations,

en évitant les phases de transfert inutiles et en synchronisant les différentes étapes.

Les lignes manuelles sont préservées, mais seront considérablement renforcées par la nouvelle machine, capable de produire plus de 1 000 filtres à l'heure, avec une fiabilité supérieure. Ces filtres sont très techniques, constitués de 22 à 26 couches, pour permettre de prélever les globules rouges tout en bloquant notamment les leucocytes. La ligne de fabrication italienne, déjà installée depuis plus d'un an, fait l'objet depuis de campagnes de certifications et de contrôles, qui devraient aboutir à la mise en route définitive dans quelques jours. Elle doit faire de l'usine tourquennoise la plus moderne au monde en terme d'automatisation.

Et permettre à Macopharma de gratter de nouvelles parts de marché à l'international, où elle figure déjà parmi les quatre grands du secteur.

L'investissement, qui relève de la souveraineté en dispositifs médicaux, est



soutenu par le plan France Relance à hauteur de 0,8 M€ ■ O.D.

En chiffres

Création : 1977

Chiffre d'affaires : 163 M€

dont export : 85%

Effectifs : 2166

dont 822 en France

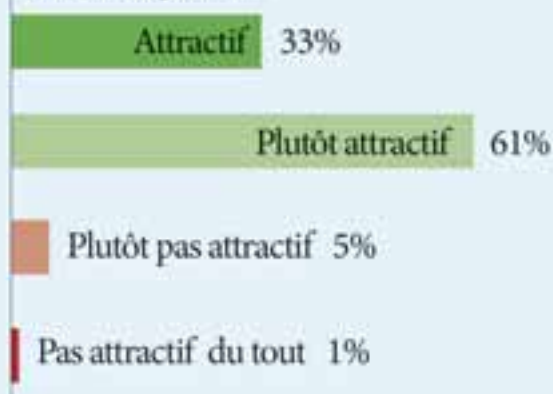
659 en Pologne,

565 en Tunisie

319 brevets en portfolio

SATISFACTION GLOBALE

Vous diriez qu'aujourd'hui ECO121 est un magazine...



94%
des lecteurs d'Eco121
se montrent satisfaits
du magazine

Merci pour votre fidélité et votre confiance
L'équipe d'Eco121

ÉTUDE POLE RESEARCH DE ROSSEL CX RÉALISÉE EN MAI 2023 AUPRÈS DE 292 RÉPONDANTS

éco 121



CANAL SEINE-NORD : DES CONTAINERS MARITIMES POUR LOGER LES OUVRIERS

Inflation, prix du foncier, zéro artificialisation nette (ZAN)... Depuis plusieurs mois, le nombre de mises en chantier ne cesse de dégringoler. Alors que les besoins en logement, eux, tendent à s'accroître. En partie tirés par les grands projets structurants attendus dans les prochaines années en région. A l'instar du Canal Seine-Nord Europe dont le chantier entraînera la création de 3 000 emplois. Autant d'ouvriers - pour certains venus d'autres régions - qu'il va falloir loger à proximité du futur canal.

L'entreprise sociale pour l'habitat (ESH) Clésence (groupe Action Logement) et la société d'insertion Mokha, créée en 2019 par le groupe Adeli, vont déployer une solution originale. Elles viennent de signer un accord cadre dans lequel elles s'engagent à produire, *a minima*, cinquante logements. Mais pas n'importe lesquels : des containers maritimes en fin de vie réhabilités en logements modulaires, proposés à la Société du Canal Seine-Nord Europe.

CONSTRUCTION RECORD

Achetés environ 2 500€ HT pièce (hors transport), ces containers sont acheminés depuis les ports régionaux et nord européens vers les deux sites de production de Mokha situés à Onnaing et Quarouble, près de Valenciennes. Le groupe Adeli a investi 200 K€ en R&D pour mettre au point le process de production de ses logements. Cinq mois en moyenne suffisent aux salariés pour

transformer les modules maritimes de 6 ou 12 mètres de long en habitats durables tout confort. Clésence et Mokha proposeront ainsi deux types de logements ; le studio de 19 m² et le T2 de 25 m². Affichés à des loyers de 300€ mensuels pour le premier et à 360€ pour le second, hors charges et options. Ils proposeront un espace nuit, une pièce à vivre avec cuisine équipée, une salle d'eau et une terrasse extérieure. Disponibles dès 2024, ils pourront être livrés avec tout le mobilier nécessaire. Transportables, ils suivront leurs occupants durant tout le chantier, le long des 107 km du canal. « Les logements seront peu énergivores en raison des matériaux choisis pour l'isolation, complète l'architecte



La transformation d'un conteneur maritime en habitat durable tout confort prend en moyenne 5 mois

ONNAING. Clésence et Mokha s'associent pour concevoir et aménager une cinquantaine de containers en habitats durables. Transportables, ils logeront dès 2024 des ouvriers aux abords du Canal Seine Nord.

Fabien Rivierre. *La structure bénéficie également d'une durabilité exceptionnelle grâce à l'acier du container qui est 10 fois plus résistant à la corrosion qu'un acier traditionnel* ». Car Clésence et Mokha entendent bien faire vivre leurs biens et les proposer à d'autres bénéficiaires à l'issue du chantier du Canal Seine-Nord.

« Notre ambition est d'industrialiser ce mode constructif », précise la présidente de Clésence Pascale Sebille. Notamment pour répondre rapidement à d'autres besoins en logements temporaires. Par exemple sur les divers chantiers attendus dans la vallée de la batterie... A bon entendre ! ■ **J.K.**

ALANNA, LA PLATEFORME NUMÉRIQUE QUI MANQUA TANT PENDANT LE COVID

MARIE-BÉRANGÈRE SALMON ET BAPTISTE RITTES.

Les deux anciens de la Redoute ont bâti une plateforme 360° pour accompagner les familles endeuillées.

Après la fintech, l'agritech, voici la deathtech. C'est sur cet univers du deuil 4.0 que Marie-Bérangère Salmon et Baptiste Rittes ont jeté leur dévolu en créant la plateforme Alanna en juin 2021. Ces deux anciens de La Redoute (hélas avant la reprise par le duo Balla-Courteille !) cumulent une grosse expérience complémentaire : elle dans le digital et le retail (dont Jules) et dans les start up ; lui dans la technologie, dont sept ans comme patron technique chez Pictime. C'est la période Covid, et spécialement le premier confinement pendant lequel elle perdra deux oncles et une tante, qui servira de déclic. Les interdits et les limitations montrent alors un besoin ardent de numérique pour compenser les moments de partage in-

terdits, mais rien n'existe alors. « On a imaginé un service en 360° », expose Marie-Bérangère. Une plateforme gratuite à dimension sociale. Baptisée du prénom celte Alanna, histoire de l'humaniser, l'outil permet certes la publication de faire-part bien sûr. Mais bien au-delà : on peut y échanger avec sa famille et ses proches, partager des anecdotes, des documents relatifs au disparu, trouver un registre des condoléances. « Quand on perd quelqu'un, on veut d'abord en parler », explique la dirigeante. Alanna référence aussi les professionnels auxquels on peut faire appel, propose des envois de fleurs, des plantations d'arbres ou des créations de cagnottes, ou jusqu'aux psychologues pour être accompagné. Le modèle économique tient sur deux jambes : une commission sur les services commandés et une contribution des professionnels pour être présents



sur la plateforme. Soutenue par Bpifrance, le CE2I (Région), Orange, mais aussi lauréate Hodefi, Alanna recherche aujourd'hui 0,6 à 1 M€ pour passer à la phase ultérieure. Basée à Euratech, et comptant 10 personnes dont 4 salariés, elle compte notamment nouer des accords avec des éditeurs mais aussi dans l'univers de l'assurance, voire avec des médias proposant des rubriques nécro. Les deux associés visent l'équilibre d'ici début 2025 ■ **O.D.**

VEBO EN SELLE VERS L'ÉLECTRIFICATION À MOINDRE COÛT

VINCENT HABART développe une solution brevetée qui, par un simple clips, permet de transformer quasi tout vélo traditionnel en vélo électrique.

Cinq minutes à la première installation, une seconde à chaque fois que vous en avez besoin. Et vous voilà équipés pour pédaler sans effort ! Telle est la promesse de Vebo, une toute jeune entreprise fondée à Croix cette année par Vincent Habart. Après une première vie professionnelle dans l'industrie, la finance et le numérique, l'ingénieur nordiste de 48 ans s'est lancé dans l'entrepreneuriat. Son projet a débuté en 2021 avec une étude de marché. Deux ans plus tard, il est en mesure de présenter un boîtier capable d'électrifier un vélo en une fraction de seconde. « Vebo s'adapte sur 90% des vélos, dit-il. Le



kit comprend le boîtier, sa recharge et un support en inox à visser sur les fixations du garde boue de la roue avant. Pour passer en mode électrique, il suffit de clipser le boîtier sur son support », détaille Vincent Habart, qui a breveté le système de fixation.

Doté d'une intelligence artificielle,

Vebo ajuste l'assistance électrique en temps réel selon la performance du cycliste et les conditions de route. Il se recharge en 90 minutes pour 30 km d'autonomie. « Vebo est conçu pour les trajets domicile-travail pour lesquels on fait rarement plus de 30 km aller-retour selon les études de l'Insee », souligne l'entrepreneur. Incubé à Transalley à Valenciennes, il a investi 80 K€ dans son projet et a bénéficié d'une subvention de 15 K€ de HDFID.

Vincent Habart a voulu une solution au design très simple pour réduire les coûts, faciliter la fabrication et simplifier la réparabilité. De quoi permettre à sa start up d'être compétitive, de produire en local (excepté la batterie) et de proposer son kit complet à 460 € TTC.

Vebo sera commercialisé début 2024, d'abord en région et à Nantes. Son fondateur vise les 700 kits vendus au premier exercice sur le site vebo.eco et chez un réseau d'ateliers « Vélo solidaire » partenaires ■ **J.K.**

La start up lilloise MobiusPack a mis au point un emballage innovant 100% recyclable et réutilisable 100 fois. Une solution brevetée pour accompagner la décarbonation des flux logistiques du BtoB, sur fond de loi Agec. Objectif : un million d'emballages dès 2025.

ET SI LE COLIS DE DEMAIN S'APPELAIT MOBIUSPACK ?





18 mois. C'est le laps de temps très court qu'il a fallu à MobiusPack pour, peut-être, révolutionner l'emballage logistique. Incubée et installée au Village by CA Nord de France, la jeune pousse a été fondée par le parisien Victor Lescure, architecte de formation, et le nordiste Julien Lemarchand, fondateur et ex-dirigeant de Saveur Bière. Ils ont mis au point un emballage logistique en polypropylène, 100% recyclable et réutilisable, conçu pour effectuer jusqu'à 100 allers-retours. Cette solution, doublement brevetée, assure trois niveaux de protection aux produits qu'elle transporte. Vingt fois moins émissive que le carton, elle générerait 2 kilos de CO2 pour une centaine d'utilisations, contre 40 kilos pour du carton, indique Julien Lemarchand, lauréat Pépite Hodéfi avec son associé. Ils ont à ce titre reçu 100 K€. Depuis leurs débuts, ils ont mobilisé 200 K€ de fonds propres et reçu près d'1 M€ de financement de la part de banques, de Bpi et l'Ademe. Avec ses sacs déclinés en cinq tailles, MobiusPack s'adresse aux entreprises,

principalement aux logisticiens. Dans les secteurs du prêt-à-porter, de l'automobile, de l'aviation ou de vente de pièces détachées. Le marché est considérable : en France, le e-commerce représente à lui seul plusieurs millions de colis transportés par an. Un chiffre qui devrait augmenter dans les années à venir au vu de la croissance du secteur. L'innovation de MobiusPack arrive donc à point nommé. Car, dans le cadre de la loi Agec, le gouvernement contraint les entreprises à respecter des objectifs particulièrement ambitieux. Elles devront utiliser au moins 6% d'emballages réutilisables dans leur logistique en 2025 et 10% deux ans plus tard.

Pour ce qui est du particulier, le marché n'est pas encore assez mûr selon l'entrepreneur nordiste. « *Il y a encore de la pédagogie à faire auprès du grand public, estime Julien Lemarchand. Mais c'est un marché sur lequel on se lancera en temps voulu.* »

100 000 EMBALLAGES EN FABRICATION

MobiusPack mène actuellement et jusque fin août deux expérimentations dans le Nord avec deux géants de la grande distribution et du retail. La jeune entreprise espère valider la qualité de son produit et son caractère vertueux par rapport aux emballages jetables.

Une première série de sacs est en production dans les Hauts-de-France au sein de deux sociétés dont les fondateurs de MobiusPack taisent l'identité. Cette dernière a reçu ses 6 000 premières unités mi-juin. Elle en attend 100 000 autres d'ici fin 2023.

MobiusPack, qui emploie déjà six salariés, vise les 200 K€ de chiffre d'affaires cette année et 800 K€ fin 2024 avec une vingtaine de personnes et un million d'emballages en circulation. La start up prévoit d'être pleinement opérationnelle en 2025 ■ **J.K.**

ETI : LA GRANDE ACCÉLÉRATION

Réussir simultanément les grandes transformations grâce au numérique

Face aux enjeux géopolitiques, climatiques, énergétiques, économiques et sociétaux, les ETI mènent de front toutes les grandes transformations rendues indispensables pour pouvoir assurer la pérennité et la poursuite du développement de leurs activités. Dans ce contexte de « grande accélération », la transformation numérique représente un pivot à bien des égards.

Circuit de décision court, agilité et capacité à fédérer et entraîner, les atouts des ETI ne manquent pas pour faire de cette situation inédite une opportunité majeure, pour se renforcer et soutenir notre économie.

Selon l'étude menée par KPMG et le MEDEF, **75% des dirigeants d'ETI affirment** que l'évolution de leur modèle d'affaires passera principalement par la transformation numérique.

Pivot du passage d'une entreprise centrée sur le produit à une organisation centrée sur le client, le numérique constitue un puissant levier de renforcement de la performance et de rentabilité pour ces ETI qui doivent aujourd'hui exploiter tout le potentiel du numérique et des données qu'elles produisent pour construire un vrai avantage concurrentiel : s'ouvrir à de nouveaux marchés, personnaliser la relation clients et poursuivre le développement de leur excellence opérationnelle.

98% des dirigeants d'ETI font un lien direct entre transition énergétique et transformation numérique. Aiguillonnées par la CSRD, les attentes de leurs parties prenantes et l'opinion publique, les ETI ont plus que jamais besoin de maîtriser la donnée et les in-



JOCELYN SCAMPS ET LAURENT PRÉVOST
ASSOCIÉS KPMG

dicateurs extra-financiers. Dans ce contexte, les transitions environnementale et numérique deviennent indissociables. Les précurseurs ont ainsi activé des leviers d'actions efficaces, à travers l'optimisation de la supply chain et de la performance énergétique. S'il fait partie intégrante des politiques ESG et intègre des bonnes pratiques éco-responsables, le numérique permet de renforcer la maîtrise de l'impact carbone de l'entreprise et de s'inscrire dans une véritable trajectoire de progrès.

78% des dirigeants d'ETI prévoient d'augmenter leur budget cybersécurité dans les 3 prochaines années.

La cybersécurité ressort aujourd'hui de la responsabilité des dirigeants et s'impose comme un nouvel avantage concurrentiel à construire. La capacité à disposer d'un « numérique de confiance », résilient face aux attaques cyber et conforme aux exigences réglementaires, apparaît aujourd'hui comme un facteur essentiel pour garantir tant la pérennité des entreprises que celle de la relation avec les parties prenantes. 78% des dirigeants d'ETI voient un lien direct entre le renforcement de leur marque-employeur et la transfor-

mation numérique.

Les ETI placent au premier rang de leurs priorités l'évolution des compétences, l'adaptation des fonctions, la fidélisation et le recrutement de nouveaux talents. Le numérique est au cœur du travail collaboratif, de l'expérience collaborateur et d'un parcours de carrière enrichi. Et ce n'est qu'un début : plus de la moitié des compétences qui seront nécessaires dans 10 ans n'existent pas encore. L'enjeu pour les dirigeants d'ETI est ainsi d'accompagner le changement pour lever les freins inhérents à la transformation et d'anticiper la montée en puissance de nouvelles compétences.

75% des dirigeants d'ETI voient la maîtrise du financement et la mesure du retour sur investissement de leurs efforts numériques comme un facteur clé pour poursuivre et accélérer leur transformation numérique.

Face à des usages numériques accrus et à l'essor du « move to cloud », le financement de l'accélération numérique incite les ETI à s'organiser et à saisir des opportunités dans un contexte où les coûts numériques augmentent et doivent être maîtrisés ■



LA FAC DE DROIT DE LA CATHO MONTE À BORD D'UN VAISSEAU À ISSY-LES-MOULINEAUX



L'antenne juridique de l'université lilloise va intégrer un bâtiment signé Jean Nouvel en 2024.

La faculté de droit de la Catho Lille s'apprête à déménager son campus d'Issy-les-Moulineaux en 2024. L'histoire francilienne de la première faculté privée de France remonte à 2009. Elle s'était alors établie à La Défense, avant de prendre pied à Issy-les-Moulineaux en 2013. « Nos locaux arrivent à saturation, explique Christophe Bellon, le vice-doyen de la faculté de droit, en charge du campus iséen. Nous voulions aussi cesser d'être locataires, mais le propriétaire ne voulait pas vendre. Nous avons visité de nombreux sites jusqu'à ce que nous tombions sur le Vaisseau. »

Ce bâtiment à l'architecture atypique, signé Jean Nouvel, doit son nom à sa forme de paquebot. Il est situé sur l'Île-Saint-Germain, dans le nord d'Issy-les-Moulineaux, à proximité de Boulogne-Billancourt. D'une surface de 6 300 m², il dispose d'un atrium central et de coursives sur trois niveaux. Auparavant, il a été occupé par des start-up et autres entreprises du secteur

numérique. Des locaux qui s'avéraient trop grands pour les structures de taille intermédiaire, mais pas assez pour y abriter des multinationales, présentes en nombre dans la ville. « C'est une taille parfaite pour nous. »

26 M€ D'INVESTISSEMENT

Alors que 950 étudiants sont accueillis dans les locaux actuels, le Vaisseau permettra de faire grimper les effectifs jusqu'à 1 500 dans les cinq ans. A titre de comparaison, la Catho de Lille réunit 2600 juristes. L'investissement s'élève à 26 M€. Le financement est assuré par la Catho elle-même, avec le soutien de la ville d'Issy-les-Moulineaux. Il a en outre été cautionné par la Banque des territoires et par des prêts d'autres banques. Un important investissement est prévu pour adapter l'intérieur aux contraintes universitaires. Le chiffreage est en cours. Au programme : création de quatre amphithéâtres, d'une bibliothèque, d'une cafétéria, de salles de cours et de travail. Une rénovation énergétique complète du bâtiment sera également réalisée.

Le jardin en bord de Seine sera, lui, préservé. « On ne touchera pas à la façade. »

GRAND PARIS EXPRESS

« Le potentiel de développement est là et pas que pour la beauté du site, continue Christophe Bellon. Le Vaisseau est très bien desservi par les transports. » Il se trouve en effet à proximité d'une ligne de RER, du tramway, de la ligne 12 du métro qui va être prolongée d'ici à quelques mois. Il profitera aussi du chantier Grand Paris Express, avec la ligne 15 qui desservira deux stations toutes proches.

L'installation dans le nouveau campus coïncidera avec la concrétisation de projets déjà initiés tels que « Le studio », l'école du numérique qui mêle le droit et le numérique, ou bien un master franco-allemand de droit des affaires. L'innovation pédagogique sera aussi de mise avec « La clinique du droit », présentée comme l'apprentissage du droit par la pratique.

Les étudiants pourront découvrir les métiers du droit en compagnie de leurs futurs confrères déjà en exercice. Pour ne pas oublier que, à l'issue des études, un travail les attend ■ Yann Suty



“LE POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT EST LÀ ET PAS QUE POUR LA BEAUTÉ DU SITE”

Christophe Bellon, vice-doyen de la faculté de droit

ADMINISTRATEURS INDÉPENDANTS: UN REGARD STRATÉGIQUE POUR PÉRENNISER SON ENTREPRISE



De gauche à droite : Thomas Derichebourg, Pascale Auger, Jean-Bernard Bonduelle et Clémence Decortiat

Entreprises & Cités accueillait le 22 juin le réseau des entreprises familiales FBN et l'IFA pour parler gouvernance. Avec une idée force : l'administrateur externe est un véritable atout face à la complexification des modèles.

« **M**on conseil est fermé. Du coup, j'ai pris le sujet à l'envers en prenant des mandats d'administrateurs dans d'autres organismes pour voir comment ça se passe ». Caroline Poissonnier est directrice générale du groupe Baudelet (600 salariés, 188 M€ de chiffre d'affaires). Mais la famille est encore réticente à ouvrir le conseil à des administrateurs extérieurs et du coup la dirigeante veut d'abord apprendre de cette nouvelle expérience (à l'IRD et au CIC) pour faire avancer les lignes plus tard.

« POSER LA BONNE QUESTION AU BON MOMENT »

« La gouvernance est aujourd'hui à la croisée des chemins. Le rôle des conseils d'administration a complètement changé car toute entreprise doit faire face à une complexification croissante des business models », analyse Clémence Decortiat, de l'Institut français des administrateurs (IFA).

« Nous avons six administrateurs indépendants chez Bonduelle. C'est très

enrichissant, cela évite l'entre-soi. Dans une famille, certains disent les choses, d'autres pas, on peut éviter les sujets qui fâchent », analyse Jean-Bernard Bonduelle, coprésident du FBN (Family Business Network) au côté de Caroline Poissonnier. Comme elle, il exerce du reste des mandats d'administrateur indépendant. « Le plus important dans cette mission est d'être capable de poser la bonne question au bon moment, de la mettre sur la table », estime-t-il.

La logique profonde est celle de la pérennité des entreprises. « Les administrateurs indépendants permettent de réfléchir différemment, d'apporter des retours d'expérience, d'innovations croisées, mais aussi d'éviter cer-

tains écueils », commente Pascale Auger, administratrice indépendante passée notamment dans les conseils de Michelin ou Bolloré. Elle rapporte un cas de projet d'acquisition d'une entreprise pour lequel les dirigeants étaient très enthousiastes, mais que les administrateurs extérieurs avaient analysé froidement, et de façon plus négative, entraînant finalement une décision contraire. « Nous incluons toujours nos administrateurs (parmi lesquels Matthieu Pigasse, ndlr) dans les décisions, il y a parfois ajustement de position », complète Thomas Derichebourg, président de Derichebourg Environnement.

Le principe semble donc très vertueux dans les entreprises d'une certaine taille. Mais pour les plus petites ? « L'administrateur extérieur est avant tout un regard franc et bienveillant. Il permet de sortir du cadre. C'est extrêmement bénéfique », martèle Jean-Bernard Bonduelle. « Son rôle va au-delà de l'administration des comptes, de la nomination et la rémunération du dirigeant. Il doit accompagner la stratégie du dirigeant avec un coup d'avance », plaide Clémence Decortiat.

■ Olivier Ducuing



L'IFA a publié en juin la 4e édition de son vade-mecum de l'administrateur

éco 121

1 an
69€

La référence de l'info éco dans les Hauts-de-France

- L'actu éco des Hauts-de-France à 360°
- Une information sûre, sérieuse et indépendante
- Une connaissance en profondeur de l'économie régionale
- La parole donnée aux acteurs de la vie économique

Retrouvez-nous chaque mois, mais aussi en fil continu sur notre site web www.eco121.fr

ABONNEZ-VOUS EN LIGNE SUR WWW.ECO121.FR !

03 55 33 21 05

Bulletin d'abonnement

OUI, je m'abonne au magazine Éco121 pour une durée de :

- 1 an (10 n°) au prix de 69€
- 2 ans (20 n°) au prix de 109€

+ Abonnement multiple : nous consulter (Tél. 03 55 33 21 05)

Règlement

- Par chèque : à l'ordre d'Ecopresse
- Par virement : Banque Caisse d'Épargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520

NOM _____ PRÉNOM _____
SOCIÉTÉ / ORGANISATION _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____
VILLE _____ TÉL. _____
E-MAIL _____



éco 121

ECOPRESSE - PARC RIVÉO
300 RUE DE LILLE
59620 MARQUETTE-LEZ-LILLE

TROIS PÉPITES NORDISTES PRIMÉES AUX TROPHÉES CCI FRANCE INTERNATIONAL



Carton plein pour la région lors des trophées CCI France International, avec trois lauréats sur sept, dont CST, boudée en France, mais qui cartonne dans le monde entier.

« **N**ul n'est prophète en son pays, même au sein de la start up nation ! » Cosimo Prete (photo), fondateur et dirigeant de la start up lilloise Crime Scene Technology, n'a pas manqué l'occasion de la grande soirée annuelle des trophées CCI France International à Paris pour faire passer le message. Son entreprise créée il y a dix ans développe des technologies de pointe pour sécuriser les documents d'identité et les billets de banque.

Elle réalise 98% de son chiffre d'affaires -non dévoilé- à l'international, aussi bien en Allemagne, qu'en Mongolie ou en Côte d'Ivoire. Mais cette « govtech » haut de gamme, qui travaille avec des références aussi prestigieuses que le FBI ou Scotland Yard, est systématiquement entravée en France. Petit-fils de mineurs

arrivés d'Italie sans parler un mot de français, Cosimo Prete est pourtant très attaché à la France où il va poursuivre ses développements. « *Par rapport à notre innovation, tout a été financé par Bpifrance et des fonds d'investissement. Il est dommage que ça profite d'abord à l'étranger* », regrette-t-il. L'entreprise de 15 salariés, qui a déjà ouvert son capital il y a trois ans (Finovam, Fira, NFA, Covestro), vise une nouvelle levée de fonds d'ici la fin d'année, pour laquelle elle a mandaté Edmond de Rothschild. Objectif : financer un nouveau site de production hypersécurisé, accroître la force de frappe export, et muscler ses ressources humaines : CST devrait les doubler voire les tripler sous trois ans.

DÉVELOPPEMENT FULGURANT

Les Hauts-de-France sont également à l'honneur grâce à Exotec, prix de la performance à l'export. La licorne industrielle de Croix, spécialiste en intra-logistique robotisée, connaît un développement fulgurant (+80% l'an depuis trois ans). Ses robots Skypod, protégés par 100 brevets, se vendent comme des

petits pains sur toute la planète. L'export représentait le tiers des ventes il y a trois ans, les deux tiers aujourd'hui. L'entreprise, qui a levé 335 M\$ en début d'année -ce qui la valorise à 2 mds \$, compte déjà 750 personnes. Avec une cible de 1 200 à 1 500 collaborateurs à court terme dont 1 000 sur son futur siège de l'Imaginarium, fin 2024. « *80% des entrepôts ne sont ni automatisés ni robotisés. On a un très gros marché devant nous* », anticipe Yann Leca, directeur financier d'Exotec, qui confesse un certain paradoxe : « *on fait des robots mais nos défis sont d'abord humains. On doit avoir les meilleurs ingénieurs* ».

Enfin, la société Ynsect a aussi reçu un trophée au titre de la RSE. Certes parisienne, l'entreprise compte sa principale implantation à Amiens, la plus grande ferme verticale au monde en matière d'élevage de vers de farine pour produire des protéines d'insecte et des engrais naturels. La société de 300 salariés se donne l'objectif pour le moins ambitieux d'aider le monde à se nourrir sans détruire la planète ■

Olivier Ducuing

TANGUY DUBLY
AVOCAT ASSOCIÉ BIGNON LEBRAY

LES MÉCANISMES DE « LIQUIDATION PRÉFÉRENTIELLE » DANS LES LEVÉES DE FONDS

Sous l'impulsion des investisseurs cherchant à limiter leur risque lors de l'entrée au capital d'une start-up, se sont développés des mécanismes de protection telles que la « liquidation préférentielle » ou, dans le jargon des levées de fonds, la « liquid pref » ! Contrairement à ce que son nom trompeur peut laisser croire, ce mécanisme a principalement vocation à s'appliquer au moment de la cession de 100 % des titres de la société, et non pas seulement au moment d'une liquidation au sens juridique du terme. Son objectif : permettre aux investisseurs d'être remboursés en priorité, avant les autres associés vendeurs.

Ces clauses sont d'abord apparues comme un mécanisme de protection uniquement, avec très souvent cette logique : Les investisseurs perçoivent leur prix de vente en priorité jusqu'au montant qu'ils ont investi dans la société. Dans ce cas, l'investisseur se protège sur le montant de son investissement, mais pas au-delà.

Par la suite, de nouvelles variantes se sont développées vers un modèle ne se limitant plus à la protection du montant investi, mais permettant également d'améliorer la rentabilité de l'investissement :

Dans un mécanisme dit « participating », une fois leur mise initiale récupérée en priorité, les investisseurs pourront également recevoir le solde du prix restant à distribuer, à proportion des titres vendus au même titre que les autres associés. Cela revient donc à leur permettre de percevoir un prix total par action plus élevé que les autres associés vendeurs.

De multiples variantes existent. Par exemple, si la mécanique permet de récupérer deux fois sa mise avant la distribution du solde, on la qualifie de « participating x2 ». Prudence donc : les diverses appellations utilisées peuvent impliquer de lourdes conséquences sur la répartition du prix ! Il est essentiel d'en mesurer l'effet avec un tableau de simulation et ainsi visualiser ce qui est appelé le « waterfall » (en quelque sorte la cascade de distribution du prix, selon les différents rangs de priorité et les éventuels multiples attendus par les investisseurs).



Attention toutefois aux mécanismes trop pénalisants pour les dirigeants / fondateurs : là où les investisseurs y trouvent un intérêt financier évident, ils ne doivent pas perdre de vue que la motivation et l'implication des dirigeants et l'alignement des intérêts restent leur premier gage de réussite de la société, et donc de la sortie ! ■

BRUNO PLATEL
AVOCAT ASSOCIÉ CAPSTAN AVOCATS

GOLDEN HELLO : UNE POSSIBLE OBLIGATION DE RESTITUTION DU SALARIÉ CONSACRÉE !

Dans une période de difficultés significatives de recrutement dans certains secteurs ou pour certains emplois, le chef d'entreprise peut être tenté de favoriser l'embauche du salarié par le versement d'une prime dite de bienvenue lors de l'entrée en fonction effective du salarié.

Dans cette situation, le chef d'entreprise peut avoir pour objectif de conditionner l'attribution effective de cette incitation financière à une condition de présence du salarié pendant une certaine durée.

Dans une affaire récente soumise à la Cour de Cassation, le salarié avait bénéficié d'une prime à l'embauche d'un montant de 150 K€ dont l'acquisition totale et définitive était subordonnée à l'absence de démission du salarié avant une échéance fixée à 36 mois après l'embauche.

Le salarié qui avait démissionné avant cette échéance contestait l'obligation contractuelle de rembourser une partie de cette prime au motif

que cette clause portait atteinte à la liberté du travail en générant ce qu'avait qualifié la Cour d'Appel un coût à la démission pour le salarié.

La Cour de Cassation saisie d'un recours formé par l'entreprise a pour la première fois eu l'occasion de considérer au contraire que cette clause était parfaitement opposable au salarié.



Selon la Cour, une clause convenue entre les parties, dont l'objet est de fidéliser le salarié dont l'employeur souhaite s'assurer la collaboration dans la durée, peut, sans porter une atteinte injustifiée et disproportionnée à la liberté du travail, subordonner l'acquisition de l'intégralité d'une prime de bienvenue, indépendante de la rémunération de l'activité du salarié, à une condition de présence de ce dernier dans l'entreprise pendant une certaine durée après son versement et prévoir le remboursement de la prime au prorata du temps que le salarié, en raison de sa démission, n'aura pas passé dans l'entreprise avant l'échéance prévue. La motivation de la Cour de Cassation n'est pas sans rappeler la teneur de solutions rendues dans le domaine des clauses de dédit-formation ayant pour objet pour l'employeur de prévoir le remboursement du coût de la formation par le salarié en cas de démission avant une durée pré-déterminée.

Dans chacune de ces deux hypothèses, on rappellera que la portée de cette clause est relative et ne peut soumettre le salarié à l'obligation de remboursement de la totalité de la somme versée, ni à l'obligation de remboursement en cas de licenciement y compris pour faute grave ■



©CD02 - expo Dites 33 CABA

AU CHEVET DE L'AISNE

L'expo « Dites 33 » propose une rétrospective sur 700 années d'évolution du système de soin dans l'Aisne. En s'intéressant aux personnels, aux remèdes, aux techniques médicales mais aussi aux lieux qui fleurissent le département. En effet, ce dernier est riche d'un patrimoine composé de bon nombre de bâtisses d'anciens hôpitaux-Dieu et hospices médiévaux préservant encore leurs fonds d'archives et collections. Plongez dans l'univers médical d'antan jusqu'au 30 novembre au Centre des Archives à Laon.

CABA, Parc Foch à Laon

03 23 24 61 47

Du lundi au vendredi de 9h à 17h. Gratuit.



ENRICHIR

Le Château de Compiègne étoffe sa collection avec deux nouvelles acquisitions liées à son histoire. La première est une commode conçue en 1739 par Antoine-Robert Gaudreaux, le premier ébéniste du roi Louis XV, pour meubler l'appartement de la reine Marie Leszczyńska. La seconde acquisition est la maquette d'une berline coupée de ville à huit ressorts et à housse du carrossier parisien Morel exécuté pour l'impératrice Eugénie. La maquette en question a été réalisée par le menuisier Philippe Devilliard et a été présentée à l'exposition centennale des moyens de transports de 1900.

A découvrir au Château de Compiègne tous les jours de 10h à 18h. Sauf le mardi.

Tarifs : 7,50€/5,50€

www.chateaudecompiègne.fr

CORPS COMMUN

Tous les deux ans, le Centre Interprétation Art et Culture (CIAC) se joint au service culturel de Bourbourg pour imaginer une exposition commune à partir des collections du Musée du Dessin et de l'Estampe original de Gravelines et des Frac Grand Large Hauts-de-France et Normandie. Cette année, la sélection de sculptures, d'estampes, de photographies ou encore de dessins s'articule autour du corps. Instrument plastique, esthétique de l'artiste et extension de l'âme. « Mouvement & Sens » visible jusque fin octobre au CIAC.

Du mardi au samedi. De 9h-12h et de 13h30-17h30.

1 rue Pasteur à Bourbourg

03 28 59 65 00 — www.ciac-bourbourg.fr



© M. N. Devotte

HOLLEVOUT À DOMICILE

Cet été, le peintre et plasticien lillois Philippe Hollevout investit l'Hospice Comtesse. Avec son art polyvalent composé de sculptures, tableaux et installations artistiques fabriquées pour l'occasion (à partir de carton recyclé), l'artiste invite les visiteurs à redécouvrir les collections du musée sous un nouvel angle.

Jusqu'au 17 septembre. Tous les jours sauf lundi matin et mardi.

Tarifs : 6€/4€/3€

03 28 36 84 00 — mhc.lille.fr



© Musée de l'Hospice Comtesse, Lille



© Guillaume Martial

HORS JEUX

En amont des Jeux Olympiques 2024, et à l'occasion de ses 20 ans, le festival Photaumnales mettra en avant les photographes qui abordent le sport sur le terrain mais aussi à travers d'événements, de portraits de sportifs ou d'une approche sociologique des pratiques. A partir du 16 septembre, une quarantaine d'expositions prendra place dans 20 lieux aux quatre coins de la Picardie.

Du 16 septembre au 31 décembre 2023

Calendrier sur www.photaumnales.fr



YSL À CALAIS

Dentelle, tulle, mousseline, cigaline... Dès la création de sa maison de couture, Yves Saint Laurent s'est employé à créer des tenues jouant de transparences, découpes, drapés, superpositions. Une soixantaine de modèles — complétés d'accessoires, de dessins, de photographies et de vidéos — sera présentée à partir de cet été à la Cité de la dentelle et de la mode à Calais. Une coproduction avec le Musée Yves Saint Laurent Paris.

Yves Saint Laurent :
Transparences découvrir du
24 juin au 12 novembre

Tous les jours, sauf le mardi,
de 10h à 18h. Tarif : 7€ /4€
www.cite-dentelle.fr — 03
21 00 42 30

© Estate Jeanloup Siefert



L'ONL FAIT SON CINÉMA

Redonner vie, grâce à la musique, aux personnages légendaires des plus grandes œuvres cinématographiques. Le rendez-vous est devenu incontournable. Lors des Nuits d'été, les 6 et 7 juillet, Alexandre Bloch et les musiciens de l'ONL feront redécouvrir les musiques de chefs d'œuvres du 7e art en version symphonique. Accompagnés du comédien Alex Vizorek, du violoniste Ayako Tanaka, du Jeune Chœur des Hauts-de-France et du Chœur de chambre Septentrion.

Judi 6 et vendredi 7 juillet à 20h.
Auditorium du Nouveau Siècle
Billetterie au 03 20 12 82 40 —
www.onlille.com

Le goût d'ECO121

COMME TOUS LES MOIS, **DIDIER NICOLAS** POSE SON REGARD INDÉPENDANT SUR UN ÉTABLISSEMENT DE LA RÉGION. CE MOIS-CI, **LE RÉPU** A PRIS LA PLACE DU MARCQ, DANS LA VILLE ÉPONYME.



Le RéPU, une métamorphose bistronomique très convaincante

Le Marcq, restaurant gastronomique, a muté en RéPU, une table plus allégée mais avec la même maîtrise séduisante du chef Belfatmi.

Depuis mai, dans un décor un peu froid gris et blanc, avec des chaises un tantinet spartiates, Abdelkader Belfatmi, le chef étoilé qui défraya la chronique du microcosme « gastro » en rendant son étoile Michelin, reçoit avec amabilité dans son établissement transformé. Le RéPU, plus restaurant bistronomique que brasserie, a succédé au Marcq ouvert en 2015.

Il propose une carte plus courte, soit 3 entrées, 5 plats et 3 desserts, dont les assiettes demandent moins de maintenance, qu'il peut réaliser seul, sans pour autant faire l'impasse sur son savoir-faire certain, acquis à La Laiterie, au Val d'Auge et chez Boury à Roselaere. Le menu, midi et soir est à 37€, entrée, plat, dessert, fréquemment renouvelé. Nous avons commencé par un original « Baba Ghanouj, pois chiches », une purée d'aubergine travaillée à la purée de sésame (tahini), délicatement relevée de citron, ail et persil, et couverte de pois chiches légèrement croquants, agrémentés de grains de grenade, fort agréable ; et un « thon mariné au soja et yuzu (citron japonais),

concombre et radis ». Le thon, fort bien paré, fait une belle entrée fraîche, au radis peut-être un peu trop présent.

Pour suivre, en guise de plat, une « volaille fermière, poireaux, petits pois, jus de volaille ». Il s'agit d'un blanc épais, morceau souvent ingrat, d'une cuisson absolument remarquable, moelleux et juteux, garni de poireau rôti, de petits pois frais à l'anglaise, cuit « al dente », et d'asperges sauvages, une belle version du classique poulet petit pois.

Le « ris de veau, morilles au vin jaune, purée », à la carte, s'avère croustillant ferme en surface, très moelleux en cœur, posé sur une purée de grande onctuosité, avec en couronne les petites morilles, dans une sauce bien onctueuse, belle présentation sans mièvrerie qui fait du RéPU d'Abdelkader Belfatmi une étape obligée pour tout amateur qui se respecte. Pourvu qu'il en fasse un permanent de sa carte !

Insistons au passage : généreusement servies, les assiettes n'ont rien de l'emphatique parcimonie gastronomique. Le « classique Tartare » n'est pas si classique ; copieux lui aussi, épicé, servi avec des frites dignes, il plaira à ceux qui aiment sentir les morceaux de viande coupée au couteau un peu ferme sous la dent.



En dessert, le « vacherin, frais, rhubarbe », meringue très fine (comme la remarquable boule de glace à la vanille servie à part), même si nous eussions aimé une rhubarbe plus présente, est une belle issue.

La carte des vins, très fournie, plaira aux amateurs de Bourgogne. L'offre au verre n'est pas décevante : beaujolais blanc du domaine des Nuges, Beaux de Venise rouge des Bernardins, Cuvée du Lot, servis moins généreusement que les assiettes, sont proposés à la dégustation avec une grande amabilité, qui semble être un signe de la maison dès la réservation téléphonique.

Allégée de son étoile, la maison est loin d'être sans attrait. **Didier Nicolas**

LE RÉPU

944 avenue de la République
Marcq-en-Baroeul
Tél 03 20 00 80 48
www.repu.fr

Menu 37€, carte 41-67€
ouvert du lundi au vendredi
12h-14h
le soir lundi-vendredi 19h30-
21h30 sauf mercredi





**Plus votre projet est vertueux,
plus notre taux est bas.**

PRÊT à IMPACT

Pour les collectivités locales.

Un taux bonifié selon l'impact social ou environnemental de votre projet.



CAISSE D'ÉPARGNE
HAUTS DE FRANCE



DÉVELOPPER VOTRE ENTREPRISE, C'EST VOTRE MÉTIER



L'ASSURER, C'EST LE NÔTRE.

Grâce à une analyse personnalisée, votre chargé d'affaires entreprises vous aide à identifier des solutions sur mesure pour protéger votre entreprise, vos salariés et vous-même.

AGIR CHAQUE JOUR DANS VOTRE INTÉRÊT
ET CELUI DE LA SOCIÉTÉ



NORD DE FRANCE
ENTREPRISES

Les contrats d'assurance dommages sont assurés par PACIFICA, la filiale d'assurances dommages de Crédit Agricole Assurances, PACIFICA, S.A. au capital entièrement libéré de 442 524 390 €, entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 9-10, boulevard de Vaugirard, 75724 Paris Cedex 15 - 352 358 865 RCS Paris. Les événements garantis et les conditions figurent aux contrats. Les contrats d'assurances santé, retraite et prévoyance collective sont assurés par PREDICA, compagnie d'Assurances de Personnes filiale de Crédit Agricole Assurances - PREDICA, SA au capital entièrement libéré de 1 029 934 935 €, entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 16-18, boulevard de Vaugirard, 75015 Paris - E34 028 123 RCS Paris. Ces contrats sont distribués par votre Caisse régionale de Crédit Agricole, immatriculée auprès de l'ORIAS en qualité de courtier. Les mentions de courtier en assurance de votre Caisse sont disponibles sur www.mentionscourtiers.credit-agricole.fr ou dans votre agence Crédit Agricole. Sous réserve de la disponibilité de ces offres dans votre Caisse régionale. Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutual Nord de France, Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de Crédit, dont le siège social est : 10 avenue Foch BP 369, 59020 Lille Cedex, 440 676 559 RCS LILLE METROPOLÉ. Société de courtage d'assurance immatriculée au registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance (ORIAS) sous le n° 07 019 406 (www.orias.fr). Crédit photo : Getty Images. ND : 2324C03